

MARS 1987

N° 8706

REFLEXIONS SUR LA CRISE ACTUELLE

Robert BOYER*

* CEPREMAP - CNRS - E.H.E.S.S.

1954

1954

REPORT ON THE PROGRESS OF WORK

1954

REFLEXIONS SUR LA CRISE ACTUELLE

Robert BOYER

R E S U M E

A travers un rapide panorama de la littérature, l'article s'interroge d'abord sur les raisons des difficultés qu'ont les théories contemporaines à traiter de la notion de crise. Au-delà des analyses de court terme, il semble opportun de faire retour sur les théories de la croissance, afin par exemple de dépasser l'empirisme des analyses en terme d'ondes de Kondratieff. C'est ainsi que l'on analyse ensuite les ressorts des "trente glorieuses" sur la base d'un modèle de croissance simple, synthétisant deux des piliers du fordisme : la mobilisation de rendements d'échelle importants grâce à une nouvelle donne socio-technique ; un rapport salarial codifiant un partage des "dividendes du progrès". A contrario, la crise apparaît comme la conséquence de la perte de compatibilité entre la dynamique du système productif et les déterminants du partage des gains de productivité.

Enfin sont esquissées quelques vues prospectives. Selon un premier scénario, la généralisation de politiques durables d'austérité salariale et la recherche de flexibilités techniques conduiraient plus à une stabilisation dans la stagnation qu'à un regain de la croissance. Pour leur part les stratégies libérales, au demeurant fort variées, auraient des effets incertains et contradictoires, fréquemment défavorables à la croissance et même à la stabilité. Un troisième scénario souligne les avantages d'une négociation des conditions et du partage des bénéfices de la nouvelle donne technologique : un possible retour à une croissance rapide et à peu près stabilisée....pour autant que le permette la crise du système international.

SOME THOUGHTS ABOUT THE PRESENT CRISIS

Robert BOYER

A B S T R A C T

A brief review of recent literature suggests that most economic theories are experiencing a lot of troubles in dealing with the concept of crisis. May be they insist too much upon short run analyses and neglect a revival in growth theories, whereas the so-called Kondratieff waves lack any sound analytical explanation. Thus, the interpretation of the French "régulation" theory is synthetised via the presentation of a very simple model of post W.W.II fordist growth. It had two main pilars : significant returns to scale associated to a new technological system ; an original wage labour nexus promoting a sharing of productivity gains. On the contrary, the crisis derives from the loss of compatibility between the productive system and income distribution.

Finally, some prospective views are proposed. According to a first scenario, a lasting and general wage austerity policy and the global search for technical flexibility would induce a stabilisation but at the cost of stagnation. The various strategies promoting a "return to free market" would generally hurt growth and/or stability, the chances of success been quite few. A third scenario exhibits the potential benefits of a cooperative strategy : a new socio-technical deal between wage-earners and firm holders, if allowed by the international system, would promote a return to a faster and rather stable growth.

J.E.L. CLASSIFICATION SYSTEM : 044 - 111 - 131 - 621 - 824.

KEY WORDS : Theory of growth, Crisis, Unemployment, economic policy, technological change, industrial relations.

MOTS CLES : Théorie de la croissance, Crise contemporaine, Chômage, politique économique, changement technique, relations du travail.

EXHIBIT 101 OF 101

Page 1

The first part of the report discusses the background and objectives of the study. It highlights the importance of understanding the current state of the industry and the need for a comprehensive analysis. The study aims to identify key challenges and opportunities, providing a clear roadmap for future development. The methodology employed is a combination of qualitative and quantitative research, ensuring a thorough and data-driven approach. The findings are presented in a structured manner, with clear conclusions and actionable recommendations. The report is intended for a wide range of stakeholders, including industry leaders, policymakers, and researchers, to facilitate informed decision-making and strategic planning.

The second part of the report delves into the detailed analysis of the data collected. It examines the various factors influencing the industry's performance and growth. The analysis reveals significant trends and patterns, providing a deeper understanding of the underlying dynamics. The report identifies key areas of concern and highlights potential areas for innovation and improvement. The findings are supported by robust evidence and statistical analysis, ensuring the reliability and validity of the conclusions. The report concludes with a summary of the key findings and a call to action for the industry to address the identified challenges and seize the opportunities for growth and success.

CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

Page 2

The conclusions drawn from the study indicate that the industry is facing significant challenges, particularly in the areas of innovation and talent acquisition. However, there are also several opportunities for growth and development. The recommendations provided are based on a thorough analysis of the data and are designed to address the identified challenges and capitalize on the opportunities. The report emphasizes the need for a collaborative approach, involving all stakeholders in the process of implementation. The recommendations are practical and actionable, providing a clear path forward for the industry. The report is intended to serve as a valuable resource for industry leaders and policymakers, facilitating informed decision-making and strategic planning.

The final part of the report discusses the implementation of the recommendations. It provides a detailed overview of the key actions and initiatives that need to be undertaken. The report emphasizes the importance of monitoring and evaluating the progress of the implementation, ensuring that the recommendations are effectively translated into practice. The report concludes with a final summary of the key findings and a call to action for the industry to embrace change and drive innovation. The report is intended to provide a clear and actionable roadmap for the industry's future development and success.

REFLEXIONS SUR LA CRISE ACTUELLE
Robert BOYER

S O M M A I R E

UN DEFI AUX THEORIES ECONOMIQUES.....	3
L'arlésienne ou la crise introuvable.....	4
Les recherches contemporaines : des chemins malaisés.....	6
Pour un retour sur les théories de la croissance.....	10
Les ondes longues : une bonne question, mais où est la réponse ?.....	13
 ESSOR ET CRISE DU MODE DE CROISSANCE DE L'APRES GUERRE.....	 17
Une nouvelle donne, plus qu'un Kondratieff ascendant.....	17
Les trente glorieuses : un modèle vertueux.....	21
Le blocage : la décennie douloureuse.....	27
 QUELLES ISSUES ?.....	 31
Austérité salariale et flexibilité technique : une stabilisation dans la stagnation ?.....	31
Un nouveau compromis sur la productivité : un possible retour à la croissance.....	35
Les stratégies néo-libérales : des effets incertains et contradic- toires.....	37
 L'ECONOMISTE : PRISONNIER DU PASSE.....	 43
.....OU AMBASSADEUR DES NOUVELLES REGULATIONS ?.....	45
 BIBLIOGRAPHIE.....	 47

UN DEFI AUX THEORIES ECONOMIQUES

L'un des traits marquants de la dernière décennie a sans doute été de faire jaillir un paradoxe majeur : c'est au moment même où les sociétés industrielles et le système international sont soumis à des tensions sans précédent et des remises en cause parfois radicales que la profession des économistes prend conscience de l'extrême fragilité de ses constructions théoriques, tout particulièrement en matière d'analyse macroéconomique.

Le caractère incertain des conseils de politique économique, loin de constituer un simple accident, résulte, semble-t-il de difficultés profondes et révélatrices de l'état des économies comme de la théorie. D'abord, celle de reconstruire une théorie permettant d'analyser rétrospectivement les conditions de succès puis les difficultés croissantes de la représentation keynésienne et de ses conceptions en matière d'interventions publiques. Même si le message novateur de la Théorie Générale n'a pas encore livré tous ses fruits et que s'amorce un retour du balancier, il se pourrait que les successeurs de KEYNES aient été quelque peu aveugles sur les conditions structurelles qui faisaient de leur modèle simplifié une approximation satisfaisante en vue de stabiliser les petites fluctuations d'une économie en forte croissance. Ensuite et surtout, ce sont les ressorts de cette dernière qui font aujourd'hui problème, alors même que les enchaînements conjoncturels apparaissent de plus en plus erratiques. Cette incertitude n'est pas sans relations avec l'ampleur et la variété des transformations qui affectent les bases de la croissance passée : la remise en cause de l'ancien système technique, la vigueur des innovations financières, la multiplication des pressions faisant de l'Etat le lieu de socialisation de la plupart des déséquilibres accumulés dans l'économie, le basculement des conventions qui régissaient les relations capital/travail ou encore le protectionnisme rampant sous l'adhésion aux vertus du libre-échange témoignent de l'éloignement par rapport aux trente glorieuses... tout comme de l'intérêt d'un retour sur l'entre-deux-guerres qui permit l'émergence du fondamentalisme keynésien.

Le présent article avance l'hypothèse que les difficultés contemporaines des théories économiques tiennent pour une part notable à l'évacuation du concept de crise et simultanément à une quasi-mise en jachère des analyses de la croissance. Or cette alternance rythme l'histoire longue des économies capitalistes et ne fait que mieux ressortir le caractère exceptionnel des évolutions économiques et sociales enregistrées après la seconde guerre mondiale. S'impose donc la construction d'un modèle de croissance, même simple, incorporant les traits essentiels de cette période. Il est ainsi possible d'explicitier les différentes transformations structurelles conduisant au basculement d'une croissance rapide et stable, vers une quasi-stagnation marquée par d'amples mouvements conjoncturels. On peut alors caractériser certains des effets de moyen-long terme des politiques actuelles, et a contrario réfléchir sur différentes stratégies alternatives.

L'ARLESIENNE OU LA CRISE INTROUVABLE

Il n'est peut être pas inintéressant de dresser une brève chronologie des perceptions de la crise par les gouvernements et l'opinion publique, avant d'insister sur les ambiguïtés sémantiques de ce vocable.

En effet, dans les années soixante, seuls quelques économistes marxistes continuaient à faire référence à la possibilité, voire à la nécessité, d'un retournement du dynamisme de l'accumulation. Le reste de la communauté des économistes avait fini par se persuader que les politiques contra-cycliques d'inspiration keynésienne permettaient aux économies modernes d'opérer durablement au voisinage du plein-emploi. Pour sa part le rythme de croissance à moyen long terme était déterminé par l'intensité de la substitution capital/travail, et les évolutions supposées exogènes de la population active et du progrès technique.

Aussi ne fallut-il pas moins d'une décennie pour que soient perçues l'ampleur et la profondeur du renversement intervenu à la fin des années soixante. Pourtant les problèmes de productivité et de rentabilité aux Etats-

Unis, les premières crises financières de la livre puis du dollar et l'accélération de l'inflation constituaient autant de signes avant-coureurs. Dans ces conditions, l'enchérissement des matières premières puis le premier choc pétrolier furent d'abord interprétés comme une confirmation des idées popularisées par le club de Rome, à savoir le blocage de la croissance par épuisement des ressources naturelles. Mais dans un second temps, l'extraordinaire souplesse dont fit preuve le système financier pour recycler les pétro-dollars suggéra que les déséquilibres ne concernaient finalement que le secteur énergétique : sectoriels, ils ne désignaient qu'une phase d'ajustements transitoires à des tendances de long terme quasi-inchangées.

Il fallut attendre la fin des années soixante-dix pour que percent les premiers doutes : échec des relances nationales, difficulté d'une reprise concertée à l'échelle internationale, danger d'une inflation à deux chiffres quant à la stabilité du système financier international, renforcement de "la contrainte extérieure" et "l'impératif de compétitivité". En France, le gouvernement BARRE est représentatif de cette perception : implicitement tout au moins, il était supposé qu'une parenthèse dans la croissance du salaire réel et un contrôle plus strict de la monnaie devaient à terme replacer l'économie française sur sa trajectoire de croissance.

Ce n'est qu'avec la montée rapide du chômage puis le basculement quasi-général vers les politiques conservatrices que commencent à être reconnus les facteurs structurels de blocages. C'est le long travail de sapes de la crise que de faire apparaître comme nécessaires, à une fraction croissante de l'opinion publique, différentes transformations affectant les bases mêmes de la croissance antérieure. L'organisation de la production : A bas les grandes usines rigides traversées de conflits sociaux, vivent les petites unités conviviales et flexibles ! Les relations patronat-syndicats : décentralisation des négociations, différenciation des salaires en fonction des résultats financiers de l'entreprise et du mérite individuel, etc... Mais aussi les interventions publiques : dérèglementation, dénationalisation, rigueur accrue dans la gestion des systèmes de couverture sociale, etc....

Pourtant ce n'était pas là le terme du chemin de Damas des gouvernements et de leurs conseillers. En effet, les économistes prônant un retour aux bons vieux mécanismes du marché et de la concurrence, promettaient des résultats rapides, et spectaculaires en matière d'investissement, de croissance et donc d'emploi. Ils n'étaient pas sans sous-estimer les obstacles à un tel programme dont la cohérence, au demeurant, était loin d'être acquise. En ce milieu de l'année quatre-vingt sept, bien des illusions sont tombées : rares sont ceux qui osent encore présenter comme un succès la politique des conservateurs anglais. Quant aux Etats-Unis, l'euphorie de la reprise de 1984 est aujourd'hui dissipée, au point que tout un chacun est à même de voir les atouts et... les faiblesses structurelles de l'économie américaine. Même si le taux de chômage en ce pays est inférieur à celui des pays européens, se font jour diverses inquiétudes quant au devenir à moyen-long terme des Etats-Unis : comment enrayer la perte de compétitivité et le déséquilibre structurel de la balance commerciale ? Peut-on éviter que les innovations financières et le regain de spéculation qu'elles permettent jouent contre le redressement industriel ? Quid de la stabilité du système international et de la place du dollar, si le taux de change continue à être manipulé en fonction des seuls impératifs internes américains ?

Enfin, que le contre-choc pétrolier de 1985-1986 ait produit aussi peu d'effets sur le chômage, en Europe comme au Japon, n'est pas sans avoir refroidies les visions optimistes que propageaient les organisations internationales. N'est-ce pas le contexte idéal pour que l'usage du mot crise connaisse un regain : crise du SMI, de l'Europe, de l'Etat du Bien-Etre, de la dette, des N.P.I., crise des théories et des politiques économiques, etc.... Mais n'est-ce pas tomber d'un excès dans l'autre et parler à tout propos de crise après en avoir nié non seulement la réalité, mais même la possibilité ?

LES RECHERCHES CONTEMPORAINES : DES CHEMINS MALAISES

De fait, trois définitions au moins peuvent être données de cette notion et elles sont loin d'être équivalentes. Or il se trouve que les

économistes ont exploré certains aspects plus que d'autres et parfois négligé des approches qui permettraient de cerner certains des enjeux essentiels des années quatre-vingts.

° En un premier sens, au demeurant le plus courant, un épisode historique de crise correspond à la persistance d'un chômage élevé sur la longue période. Dans le langage des théories économiques usuelles, le défi revient à expliquer comment un ensemble de comportements rationnels peut déboucher sur un équilibre stable de sous-emploi. Tel était l'angle d'attaque retenu par KEYNES dans la Théorie Générale. Depuis lors, la contre-révolution monétariste puis la restauration de la macroéconomie classique ont suggéré que l'impact de relances publiques n'étaient que transitoires car résultant d'effet de surprise, liés aux délais de perception de la véritable structure des prix relatifs conditionnant l'offre des producteurs. Se trouvent ainsi réintroduites les anticipations comme déterminants essentiels des équilibres de court terme. Néanmoins, le contenu positif de cette floraison de nouveaux modèles est loin d'apporter une réponse à la question d'un chômage durable. Par hypothèse dans le modèle walrasien pur, il ne devrait pas exister.

Aussi, depuis une décennie, de nombreuses constructions ont elles été élaborées en vue d'expliquer une telle situation par divers facteurs de rigidité à la baisse du salaire. Ainsi, la théorie du chômage naturel explique-t-elle la permanence d'un volant de chômage, mais au prix de l'hypothèse quelque peu héroïque de son caractère totalement volontaire. Quant aux raisons de la montée continue depuis les années soixante de ce taux naturel, elles sont renvoyées à des évolutions totalement exogènes : effet démographique, accentuation des erreurs d'anticipations de salariés à la recherche d'un emploi plus rémunérateur, imperfection croissante des marchés. Pour leur part, les théories des contrats implicites et du salaire d'efficience recherchent dans la spécificité du contrat de travail, l'absence de sensibilité du salaire vis-à-vis du chômage. Selon la première de ces problématiques le salaire correspondrait pour partie à une prime d'assurance, se sur-imposant à la rémunération normale du travail. Se trouve ainsi expliqué le profil du cycle, et le recours aux licenciements

plutôt qu'à la baisse des salaires, mais la théorie est muette sur les raisons d'une rigidité à long terme. C'est l'intérêt de la seconde de ces approches que de faire du salaire la variable régulant l'intensité du travail des salariés ; dès lors son niveau d'équilibre ne résulte plus de la confrontation d'offres et de demandes sur le marché du travail, mais de l'organisation interne des firmes et des caractéristiques de la loi d'effort. Ce type de modèle peut expliquer simultanément les phénomènes de segmentation et la persistance de salaires élevés en dépit d'un chômage massif, indépendamment même d'un pouvoir de monopole des salariés. Pourtant, dans ce modèle encore, la montée du chômage est renvoyée à des facteurs exogènes.

C'est sur cette même difficulté que butent les formulations initiales de la théorie du déséquilibre, qui postulent on le sait, une exogénéité à court terme des prix et du salaire. Leur apport fondamental est de réconcilier en un modèle unique les vues keynésienne et classique du chômage et de livrer tout un ensemble de configurations dans lesquelles le niveau de l'emploi est fixé soit par la demande effective, soit par des considérations de coûts ou encore par insuffisance des équipements disponibles. Cette théorie livre un cadre analytique pour rendre compte de la crise actuelle : le chômage serait de nature classique ou marxienne (c'est-à-dire lié à l'insuffisance de la rentabilité) et non plus keynésienne (d'insuffisance de demande) comme c'était le cas dans les années trente. Mais alors pourquoi la stratégie spontanée des entreprises visant à relever les prix n'est pas suffisante pour éliminer le chômage classique. Pour ce faire, il convient d'aborder les questions de la concurrence imparfaite, de la dynamique de réaction aux déséquilibres et des déterminants de l'investissement. Aussi les recherches les plus récentes explorent-elles des modèles dynamiques, rejoignant en cela l'intuition que la crise a partie liée avec les déterminants de l'accumulation. Bref, c'est quitter le domaine de court terme pour aborder celui des sentiers de croissance. C'est cette même lignée qu'explore la suite de cet article.

° Mais auparavant il faut explorer une autre série de travaux qui retiennent une seconde définition : la crise conçue comme une accentuation des instabilités conjoncturelles. Son domaine-clé d'application concerne le domaine financier et monétaire. En effet, la dernière décennie a été marquée par une intensification des phénomènes de spéculation, qui ont entraîné d'amples mouvements des taux de change, des valeurs boursières, etc... En conséquence, les théories à la KEYNES ou WICKSELL retrouvaient de leur intérêt et ont fourni le point de départ d'analyses de la crise insistant sur la volatilité financière. Ainsi les travaux de H.P. MINSKY apportaient un éclairage intéressant sur l'une des inquiétudes majeures de l'époque : un effondrement financier du type de celui de 1929 était-il encore possible aujourd'hui ? La théorie des anticipations rationnelles s'est emparée de la même question, montrant à quelles conditions des bulles spéculatives pouvaient naître et se développer à partir de comportements en tous points conformes à la logique de l'homo oeconomicus.

Néanmoins ce genre de problématique n'apparaît pas comme une réponse totalement satisfaisante face aux caractéristiques de la dernière décennie. D'une part, les modèles correspondants ne traitent, en général, que de la sphère financière, sans étudier les conséquences de la spéculation sur le niveau de l'emploi. Il reste à établir le lien entre montée de l'incertitude, inhibition des vues à long terme, prudence dans l'investissement productif et finalement le niveau de l'emploi. A ce titre demeure toujours d'actualité le programme de recherches qu'esquissait la Théorie Générale et dont Nicholas KALDOR proposait dès 1939 une extension.

D'autre part, cette problématique ne distingue pas suffisamment le profil cyclique de la spéculation, selon un phénomène endogène et auto-entretenu et ce qui peut être rupture dans la stabilité structurelle du système. Ceci revient à dire qu'il importe de distinguer une crise mettant en jeu l'existence même d'un système, du processus cyclique qui en assure usuellement la stabilisation dynamique. Pour ne prendre que cet exemple, les amplex fluctuations du cours du dollar par rapport au yen font plus que s'inscrire dans la logique des spéculations boursières types pour désigner un épisode où c'est la viabilité de l'organisation internationale qui fait

problème.

POUR UN RETOUR SUR LES THEORIES DE LA CROISSANCE.

IL est temps en effet d'aborder une *troisième conception*, dans laquelle la crise se définit *par opposition à un sentien de croissance stabilisé*. Ce dernier critère correspond à deux des caractéristiques des années quatre-vingt : la rupture de la croissance forte et l'apparition de *tendances stagnationnnistes* d'un côté ; l'absence de forces de rappel stabilisant l'économie autour d'une évolution régulière. En première approximation en effet, la montée quasi-continue du chômage résulte de la divergence entre le rythme de croissance et les tendances de la population active. Les politiques d'emploi visant à infléchir les taux d'activité sont ainsi engagés dans une course poursuite, car ce serait leur chute continue qui serait nécessaire et non pas une réduction une fois pour toute. Bref, ce que les théories du court terme privilégient — à savoir l'effet des rigidités salariales dues à la législation du salaire minimum, à l'existence de syndicats, etc... — ne serait que secondaire par rapport à la rupture du modèle de croissance de l'après guerre.

Fondamentalement c'est retrouver le coeur du message keynésien concernant les variables assurant l'ajustement à court terme d'un système macroéconomique. Faut-il le rappeler, chez KEYNES, ni le taux de salaire ni le taux d'intérêt n'ont les propriétés que postule la théorie microéconomique, puisque le premier n'assure pas l'équilibre du marché du travail, ni le second celui des fonds prêtables. Ce point de vue a été plutôt confirmé par les modèles macroéconométriques, y compris les plus récents. Très généralement les élasticités concernant les revenus et les variables de rationnement sont bien supérieures aux élasticités prix dont la théorie microéconomique standard fait les variables uniques et exclusives d'équilibrage. Cet enseignement concerne aussi bien la consommation des ménages (qui dépend essentiellement du revenu disponible et fort peu des prix relatifs) que de l'investissement des entreprises (pour lequel les phénomènes d'accélération l'emportent très généralement sur ceux de substitution

capital-travail liée aux prix relatifs). Ce serait tout autant le cas pour le commerce extérieur, et ce en dépit même de la vigueur de la concurrence internationale : les élasticités volume sont en général plus importantes que les élasticités prix...ce que vient confirmer ex-post le fait que la contraction du niveau interne de l'activité constitue jusqu'à présent le seul moyen —au demeurant bien douloureux— d'apurement rapide de déficits commerciaux.

Cette troisième approche de la crise renoue ainsi avec les théories keynésiennes de la croissance : son intensité et sa stabilité dépendent fondamentalement de la compatibilité d'un ensemble de paramètres structurels caractérisant le circuit économique d'ajustement de l'épargne à l'investissement. Il peut être éclairant à cet égard de faire retour sur les analyses à la HARROD-DOMAR. La dynamique de longue période est analysée à partir de la situation respective du taux de croissance garanti par rapport aux tendances de la population active. Le premier se détermine comme le rapport du taux d'épargne au coefficient de capital. Après la deuxième guerre mondiale, un redressement du taux de profit aurait impliqué un relèvement du taux d'épargne, dès lors que la propension à épargner les profits est notablement supérieure à celle des salaires. Simultanément, une nouvelle génération d'équipements productifs aurait permis de relever l'efficacité du capital. Ainsi le taux de croissance garanti aurait tendu à dépasser les tendances de la population, un flux permanent d'immigration assurant l'équilibre. Mais dans un second temps se feraient jour des tendances adverses à la hausse du coefficient de capital, comme à la réduction de la part des profits, de sorte que le taux de croissance garanti tombe en dessous de celui de la population. D'où un chômage croissant sur moyenne période au-delà des fluctuations courtes.

En dépit de son intérêt, cette problématique n'est pourtant pas sans poser de problèmes. En effet, une croissance à la HARROD s'opère, on le sait, sur le fil du rasoir, c'est-à-dire que tout écart tend à devenir cumulatif...ce que contredit l'assez remarquable stabilité des trente glorieuses. Aussi d'autres économistes ont-ils insisté sur les divers facteurs assurant la stabilité d'un tel sentier et bâti une impressionnante

théorie néo-classique de la croissance. Le modèle fondateur de SOLOW suppose que le niveau de la substitution capital-travail assure en permanence l'équilibre de l'épargne et de l'investissement...selon un mécanisme finalement très abstrait et dont on ne voit clairement ni la logique microéconomique ni organisationnelle. En outre le plein emploi est postulé et non pas démontré comme résultant du modèle. Dès lors, ce modèle qui paraissait pertinent dans les années soixante –et qui servit en particulier à l'étude des stratégies de croissance et à la détermination du taux d'actualisation–, ne cadre plus du tout avec le chômage de masse et l'instabilité de la dernière décennie. La substitution capital-travail n'aurait-elle pas dû diminuer et assurer la poursuite de l'absorption de la main-d'œuvre ? On peut certes invoquer la poursuite de la croissance du salaire réel et son effet sur la substitution capital-travail. Mais c'est reconnaître qu'ex-ante la décision d'investissement est indépendante de celle d'épargne...et entrer dans une logique keynésienne dans laquelle l'investissement détermine l'épargne.

On aboutit ainsi à un dilemme : les néo-classiques rendent compte d'une croissance stabilisée mais ne traitent pas du tout ou peu des déséquilibres cumulatifs ; les post-keynésiens peuvent expliquer certains des enchaînements de la dernière décennie mais assez mal la stabilisation des années soixante ! La difficulté est plus générale encore : dans la plupart des théories macroéconomiques, il s'avère particulièrement difficile d'analyser *à la fois la croissance puis la stagnation, la stabilité dynamique puis l'instabilité.*

En effet, *le concept de crise ne trouve pas de place évidente, encore moins centrale, dans les constructions contemporaines de la macroéconomie.* Font exception les approches marxistes. L'obstacle est alors que MARX n'a pas livré une théorie générale des crises mais différentes analyses de certains de leurs aspects. A la lumière des évolutions historiques intervenues depuis un siècle, ses successeurs ont certes prolongé son effort sans aboutir pourtant à une synthèse, cohérente et pertinente, qui constitue le point de passage obligé d'une interprétation de la crise, donc un pôle d'attraction pour les autres problématiques. En définitive, Il semblerait que la quasi-

totalité des théories économiques aient quelques difficultés à rendre compte des faits stylisés que révèle l'histoire.

LES ONDES LONGUES : UNE BONNE QUESTION, MAIS OU EST LA REPONSE ?

C'est sans doute pourquoi la conjoncture déprimée des années quatre-vingt a redonné vie à une problématique quelque peu oubliée, initialement proposée dans les années vingt par l'économiste soviétique KONDRATIEFF. A l'opposé de la démarche déductive, une pure analyse statistique révèle certaines régularités régissant les tendances longues de la croissance : une période d'expansion et d'inflation déboucherait sur une phase de dépression et de déflation, selon un cycle dont la durée moyenne serait d'environ quarante an. Ce basculement interviendrait du fait de l'épuisement de l'accumulation, dès lors que s'érodent les bases technologiques et économiques initialement favorables. Un tel renversement serait précisément intervenu à la fin des années soixante, en conformité avec les régularités observées depuis la fin du XVIIIème siècle.

Ainsi mobilisant l'héritage Schumpétérien —de la Théorie de l'Évolution à l'ouvrage sur les cycles— les spécialistes contemporains du changement technique ont-ils proposé une interprétation originale de la crise actuelle. Le ralentissement de la croissance et la montée du chômage résulteraient de la prépondérance des innovations de processus sur celle des produits, contrairement à ce qui caractérisait la période de croissance. L'élimination du chômage supposerait donc un regain de nouveaux produits et d'investissement d'infrastructure afin de stimuler la demande finale et compenser les effets du changement technique économisant le travail. Pour certains (Ch. FREEMAN (1983)) les Etats pourraient infléchir ce processus par une politique technologique et industrielle adéquate, et non par une simple régularisation de la demande de type keynésien. Pour d'autres (G. MENSCH (1978)) les enchaînements qui dérivent d'une myriade de décisions privées sont tellement complexes qu'il serait vain de vouloir influencer sur "l'horloge schumpétérienne" de la destruction créatrice.

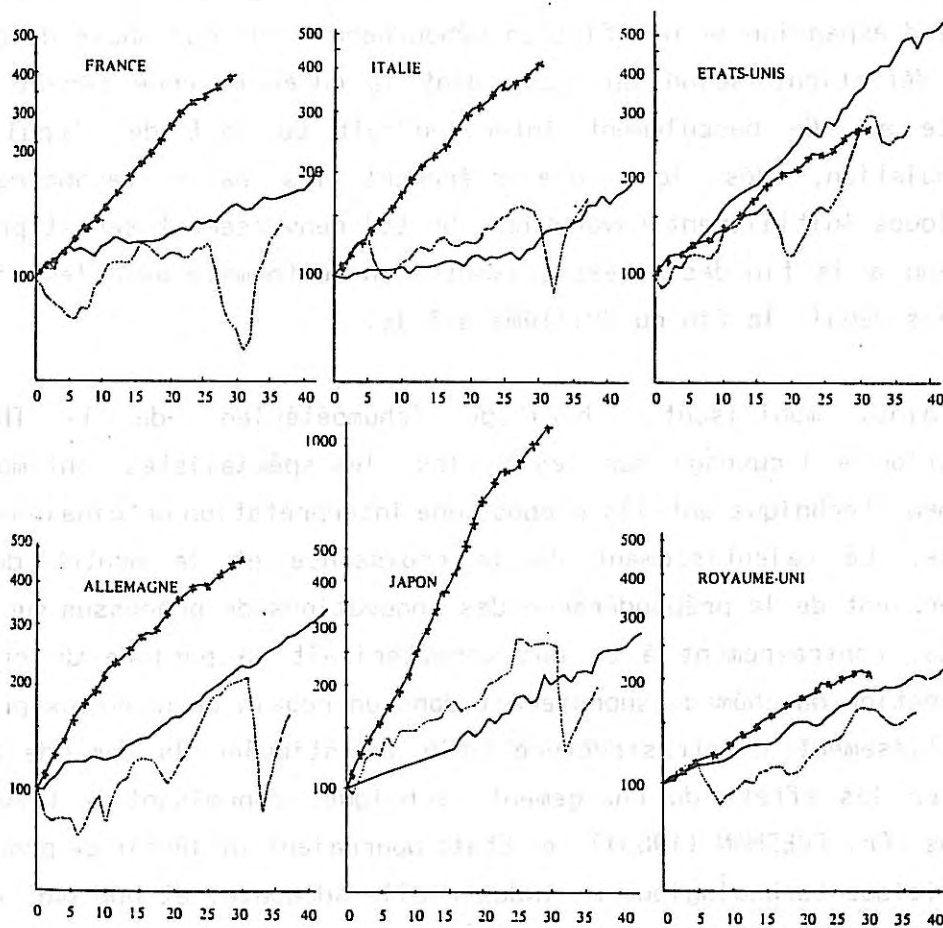
ENCADRE 1

LA DYNAMIQUE ATYPIQUE DES ANNEES 1950-1980

Contrairement à ce que suggère la théorie des ondes longues, la période postérieure à la seconde guerre mondiale est loin de s'inscrire en continuité par rapport aux phases précédentes.

GRAPHIQUE 1

EVOLUTION DU VOLUME DU PIB POUR SIX PAYS ET TROIS PERIODES



1870-1913 ————— 1913-1950 - - - - - 1950-1980 *****

Sources : A. MADDISON (1981) p. 85.

Face au silence des théories de la croissance, cette problématique ne manque pas de séduction, puisque c'est l'une des rares qui prenne pour objet l'alternance croissance/crise. Les recherches des historiens sur la question ont connu un regain certain (REVIEW (1979), J.C. PERROT, I. WALLERSTEIN (1983)). Elle est loin pourtant de livrer des réponses dont on puisse se satisfaire pleinement. L'existence même des ondes longues fait problème et la faiblesse de l'interprétation théorique est frappante.

De fait, il s'agit plus de récurrence que de cycles réguliers, ce dont témoignent les durées fort inégales des différents Kondratieff observés depuis 1780. Les statisticiens n'ont pas manqué de faire remarquer que le lissage des variables économiques par une procédure de moyenne mobile, pouvait introduire l'apparence de cycles alors même que le phénomène de base serait purement aléatoire. Certes les techniques modernes de l'analyse spectrale ne tombent pas sous le coup de la même critique...mais font souvent apparaître le caractère atypique du Kondratieff ascendant initié dans les années 1950 (F. IRSIGLER, R. METZ (1983)). Si en effet on reporte l'attention des indices de prix et de taux d'intérêt, vers les données concernant le volume de la production, des échanges commerciaux, etc..., les trente dernières années sont loin de s'inscrire dans la continuité des cycles antérieurs (Encadré 1). Dans tous les grands pays de l'OCDE, les cycles courts tendent à se stabiliser ; plus encore, si l'on fait exception des Etats-Unis et du Royaume-Uni, le rythme de croissance de longue période s'avère sans précédent historique. Dès lors est-il légitime de se fier à d'aussi fragiles indices pour formuler le diagnostic d'une entrée en crise à partir de 1967...et plus encore son dépassement probable dans les années quatre-vingt dix ?

Or la clarté des hypothèses explicatives n'emporte pas l'adhésion de l'économiste. KONDRATIEFF n'avait pas fourni, dans son article fondateur, de schéma interprétatif : s'étant borné à éliminer l'influence des facteurs monétaires et autres explications de même type, il en concluait que le processus devait dériver de l'accumulation. Un demi siècle plus tard, ses disciples n'ont que peu avancé dans l'élaboration de modèles qui, mettant en oeuvre cette intuition, montreraient comment ces cycles longs se reproduisent

de façon endogène sur deux siècles. Soit certains adoptent un modèle combinant un accélérateur et un multiplicateur et l'on choisit des paramètres stabilisant l'amplitude des cycles (J. VAN DUIJN (1983)). Un phénomène aussi massif résulterait ainsi de données finalement très contingentes concernant la propension à consommer et le coefficient d'accélération. En outre, est-il réaliste de postuler la constance de tels paramètres sur une période aussi longue ? Soit d'autres chercheurs formulent une maquette décrivant un réseau très complexe d'interdépendances entre démographie, découverte des ressources naturelles, investissement et changement technique (J. FORRESTER (1981)), et il devient difficile d'expliquer l'origine des cycles ainsi simulés. Il semblerait donc que l'on ne dispose pas d'une théorisation simple et robuste reproduisant ces quasi-régularités que sont les ondes longues.

En définitive, KONDRATIEFF formule une interrogation stimulante mais ne livre pas de réponses qui soient à la hauteur de l'attente d'une rénovation de la théorie de la croissance. Plus fondamentalement encore, il est permis de douter de l'existence d'un modèle transéculaire, postulant la stabilité de relations économiques et de comportements à un tel horizon...alors même que l'expérience des macroéconomistes contemporains témoigne de la variabilité sur moins d'une décennie des déterminants du salaire, du taux de change, de l'investissement industriel, etc.... Au demeurant, ce serait conforme à une interprétation beaucoup moins mécaniste des kondratieffs : chacun d'entre eux naîtrait de la congruence d'un système technologique particulier avec des formes d'organisation et institutions adéquates (C. PEREZ (1981)). C'est cette hypothèse que *les approches en terme de régulation* retiennent et développent, dans une tentative de plus grande interaction entre histoire et théorie économique.

La suite de cet article propose une présentation synthétique de ses principaux enseignements concernant la croissance de l'après seconde guerre mondiale, les origines de la crise et ses éventuelles issues.

ESSOR ET CRISE DU MODE DE CROISSANCE DE L'APRES GUERRE

A la base une intuition : sur la période 1945-1973, les spécificités l'emportent sur la répétition des régularités antérieurement observées. Dans la plupart des pays de vieille industrialisation, la croissance s'avère particulièrement rapide et sur une période suffisamment longue pour que l'on ne puisse pas invoquer un simple effet de rattrapage. Simultanément, les phases de contraction de l'activité cèdent la place à un simple ralentissement de la croissance. De même, l'inflation apparaît comme un phénomène permanent qui se prolonge lors même des récessions modérées. Enfin, les économies opèrent durablement au voisinage du plein emploi, caractéristique que les économistes ont été tentés d'attribuer au succès du keynésianisme. Comment rendre compte d'une telle rupture ? Au moyen d'un modèle de croissance simple incorporant l'essentiel des caractéristiques socio-institutionnelles propres à l'après seconde guerre mondiale.

UNE NOUVELLE DONNE, PLUS QU'UN KONDRATIEFF ASCENDANT

La période de l'entre deux guerres avait été particulièrement tourmentée à l'échelle des grands pays comme du système international. Il importe d'expliquer pourquoi les tendances stagnationnistes, que maints économistes (P.M. SWEEZY (1940), A. HANSEN (1964), F. JANOSSY (1972)) redoutaient une fois la reconstruction achevée, ne se sont pas manifestées selon la chronologie attendue. De fait, une série de transformations structurelles affectant la quasi-totalité de la vie sociale et de l'organisation technique se conjugue en un mode de croissance original, le fordisme.

- ° En tout premier lieu, la domination incontestée de l'économie américaine autorise la reconstruction d'un *système international cohérent* dans lequel le bouclage monétaire sur la base du dollar, vient valider le flux des échanges que l'Europe et le Japon adressent aux Etats-Unis. Le changement est manifeste par rapport à l'entre deux guerres. A cette époque

l'Angleterre voulait mais ne pouvait organiser le système international à son profit ; symétriquement les Etats-Unis en avaient les moyens mais pas la volonté politique selon la célèbre analyse de P. KINDELBERGER (1973). Ainsi se trouve lancé un régime international dans lequel la croissance des Etats-Unis tire celle des autres nations industrialisées, à défaut d'un Tiers-Monde souvent réduit au rôle de fournisseur de matières premières. L'évolution erratique du SMI et des relations commerciales enregistrée au cours de la dernière décennie témoigne du fait qu'une telle stabilité ne dérivait pas d'une propriété naturelle des marchés, mais bien d'une construction institutionnelle et politique (M. AGLIETTA (1986), J. MISTRAL (1986)).

- ° En un sens *le système technologique industriel* enregistre la maturation de la logique organisationnelle dont le taylorisme était porteur (B. CORIAT (1978)) : rationalisation et division du travail, incorporation des savoir-faire dans des équipements spécialisés, augmentation de la taille des unités de production afin de mobiliser des rendements croissants, essor des produits de consommation durable. Seules, la généralité et la rapidité de la diffusion de ces méthodes tranchent par rapport à l'entre deux guerres. Certes les facteurs de continuité sont beaucoup plus évidents aux Etats-Unis et en Angleterre. Néanmoins, la modernisation des secteurs de la consommation et l'adoption simultanée du mode de vie américain marquent profondément les pays européens et le Japon, la France ne faisant pas exception (A. GRANOU (1972), H. BERTRAND (1983)).
- ° Cette mutation est favorisée par un *compromis capital/travail original*. Aux directions patronales la responsabilité d'organiser et de gérer la production, aux directions syndicales de revendiquer un partage équitable des "dividendes du progrès" ainsi obtenus (R. BOYER (1986a)). De ce fait la modernisation ne rencontre plus les mêmes obstacles que dans les années trente. Simultanément émerge une nouvelle loi de formation des salaires : dans la configuration fordienne type ils tendent vers une indexation complète vis-à-vis des prix à la consommation, tout en incorporant une anticipation des gains de productivité. Ces principes nés dans un certain nombre de secteurs moteurs se diffusent ensuite à la quasi-totalité de

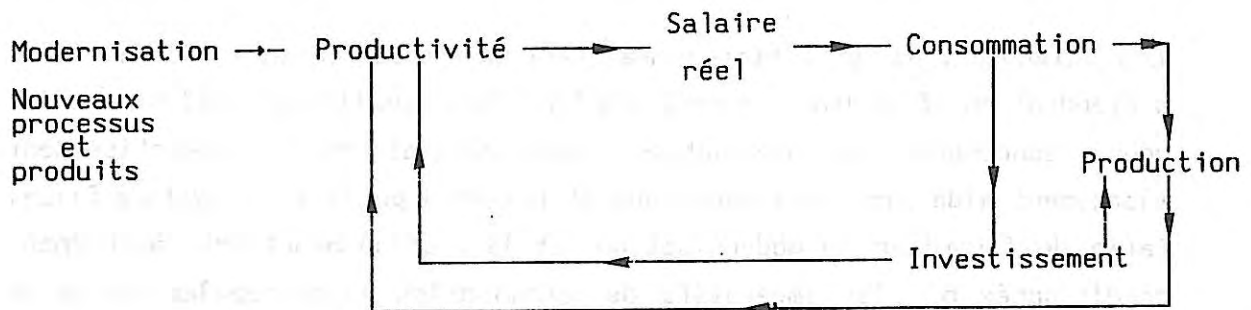
l'économie, de sorte que l'on enregistre une évolution synchrone de tous les salaires, préservant la stabilité de leur hiérarchie (J. MAZIER & alii (1984)). Ainsi le pouvoir d'achat tend-il à progresser à un rythme sensiblement égal à celui de l'extension des capacités de production. La croissance s'en trouve dynamisée et régularisée.

- ° *Les interventions de l'Etat* connaissent une mutation équivalente. Elles s'étendent en effet bien au-delà des fonctions régaliennes traditionnelles pour concerner la production (nationalisation), l'investissement (largement aidé par les subventions et le crédit public), le système fiscal (afin de favoriser la modernisation) et la gestion monétaire (maintenant conditionnée par les impératifs de dynamisation et de régularisation de l'activité macroéconomique). En outre se constituent des systèmes de couverture sociale et de fourniture de services collectifs : les transferts correspondant introduisent une logique socio-institutionnelle nouvelle dans la formation du revenu disponible des ménages et représentent une fraction croissante et notable de ce dernier. C'est un facteur supplémentaire de stabilisation conjoncturelle. Au demeurant, les politiques de freinage lorsque s'accélère l'inflation et au contraire de relance, lorsque monte le chômage, viennent couronner cette configuration des relations Etat-économie : de circonscrit l'Etat est devenu inséré (Ch. ANDRE, R. DELORME (1983)).
- ° Ainsi se trouve favorisé le passage à *une concurrence de type oligopolistique* par opposition aux guerres de prix qui avaient déchiré les années trente. Ces derniers tendent à se former sur la base d'un taux de marge appliqué à des coûts normaux, de sorte qu'ils ne visent plus exclusivement à résorber les déséquilibres conjoncturels de courte période. La concurrence se reporte sur la différenciation des produits, alors que simultanément, les leviers de la publicité et du crédit permettent une certaine maîtrise de la demande. De ce fait, la baisse des prix nominaux se fait exceptionnelle et ne concerne plus que les secteurs où les progrès de productivité sont particulièrement rapides. En conséquence, compte tenu de l'inégalité sectorielle des gains de productivité face à l'homogénéité de progression de la norme salariale

ENCADRE 2

UN MODELE DE CROISSANCE FORDIENNE

Dans une analyse des tendances de moyen-long terme, la question centrale est celle de l'ajustement des capacités de production à la demande, dans un contexte où les changements techniques impulsent une croissance de la productivité et autorisent les augmentations du pouvoir d'achat. Idéalement le synchronisme de la production et de la consommation de masse nourrit un cercle vertueux du type



Sur la base de cette représentation du circuit économique, il est possible de bâtir un modèle très simple mettant en évidence trois hypothèses.

- L'évolution à moyen terme de la productivité du travail dépend des tendances générales du changement technique, de l'intensité de la formation de capital et de la mobilisation des rendements d'échelle croissants. Ces trois termes correspondent respectivement aux intuitions schumpétériennes, saltériennes et Kaldoriennes [équation (1)].
- L'intensité de la formation de capital est elle-même fonction du rythme de croissance de la consommation. On traduit ainsi le fait que la modernisation du secteur de consommation est le principal stimulant de la production de biens d'équipement, conformément aux faits stylisés que livrent H. BERTRAND (1978) (1983) [équation (2)].
- La croissance de la production est déterminée par le dynamisme du revenu salarial réel car dans les sociétés contemporaines c'est la fraction essentielle du revenu des ménages [équation (3)]. Pour sa part le salaire réel correspond à un partage des gains de productivité, conformément à un coefficient tendanciel, résultat d'un compromis capital/travail [équation (4)].

- (1) $\overset{\circ}{PR} = a + b \cdot \left(\frac{\overset{\circ}{I}}{\overset{\circ}{Q}} \right) + d \cdot \overset{\circ}{Q}$ $\overset{\circ}{PR}$ taux de croissance de la productivité,
 $\overset{\circ}{Q}$ celui de la production
- (2) $\frac{\overset{\circ}{I}}{\overset{\circ}{Q}} = f + v \cdot \overset{\circ}{C}$ $\overset{\circ}{I}$ volume de l'investissement, $\overset{\circ}{C}$ taux de croissance de la consommation.
- (3) $\overset{\circ}{C} = c \cdot \left(N \times \overset{\circ}{SR} \right) + g$ N niveau de l'emploi, $\overset{\circ}{SR}$ salaire réel.
- (4) $\overset{\circ}{(SR)} = k \cdot \overset{\circ}{PR} + h$ k coefficient de partage des gains de productivité.
- (5) $\overset{\circ}{Q} = \overset{\circ}{D} \equiv \alpha \cdot \overset{\circ}{C} + (1 - \alpha) \cdot \overset{\circ}{I}$ $\overset{\circ}{D}$ taux de croissance de la demande
- (6) $\overset{\circ}{N} \equiv \overset{\circ}{Q} - \overset{\circ}{PR}$ Détermination de l'emploi.

naissent des pressions inflationnistes qu'une politique monétaire accommodante maintenant de bas taux d'intérêt tend à valider. Ainsi disparaissent les périodes de déflation...autre signe de rupture par rapport aux cycles antérieurs (J.P. BENASSY, R. BOYER, R.M. GELPI (1979)).

LES TRENTE GLORIEUSES : UN MODELE VERTUEUX

Cette caractérisation de l'originalité de la période postérieure à 1945 constitue la conclusion convergente d'études historiques longues menées respectivement sur les Etats-Unis (M. AGLIETTA (1976)), la France (CEPREMAP-CORDES (1977)) puis sur les grands pays de l'OCDE (J.H. LORENZI & Alii (1980), Y. BAROU, B. KEIZER (1984), J. MAZIER & Alii (1984)). Plutôt que d'en fournir un résumé, il est sans doute plus intéressant d'explicitier le noyau dur de l'argumentation et de présenter à cet effet un modèle de croissance collant au mieux aux caractéristiques précédemment soulignées. Dans ce but, on s'affranchira des déterminations qui tiennent au régime international de croissance, plus particulièrement étudiées par J. MISTRAL (1981). De même les déséquilibres financiers et monétaires, au demeurant fort importants pour cerner les enchaînements de la crise, seront pas analysés, car ils ont fait l'objet de travaux variés au sein de le problématique de la régulation (M. AGLIETTA, A. ORLEAN (1982), A. LIPIETZ (1983)). Enfin, les interventions étatiques et la Sécurité sociale ne seront pas introduites non plus dans l'analyse, en dépit même de leur rôle certain, déjà souligné.

A la base de l'exceptionnelle croissance des trente glorieuses, se trouve en effet une modalité bien particulière d'obtention puis de distribution des gains de productivité. Les compromis et modalités d'organisation antérieurement présentés (*les formes institutionnelles*) autorisent une progression rapide et sensiblement synchrone des normes de production et de consommation. Ainsi peuvent être canalisés les contradictions et déséquilibres qui traversent l'accumulation et le changement technique : telle est l'une des propriétés essentielles du *mode de croissance fordiste*. Ce qualificatif transpose dans une tout autre problématique la conception du constructeur d'automobiles américain qui,

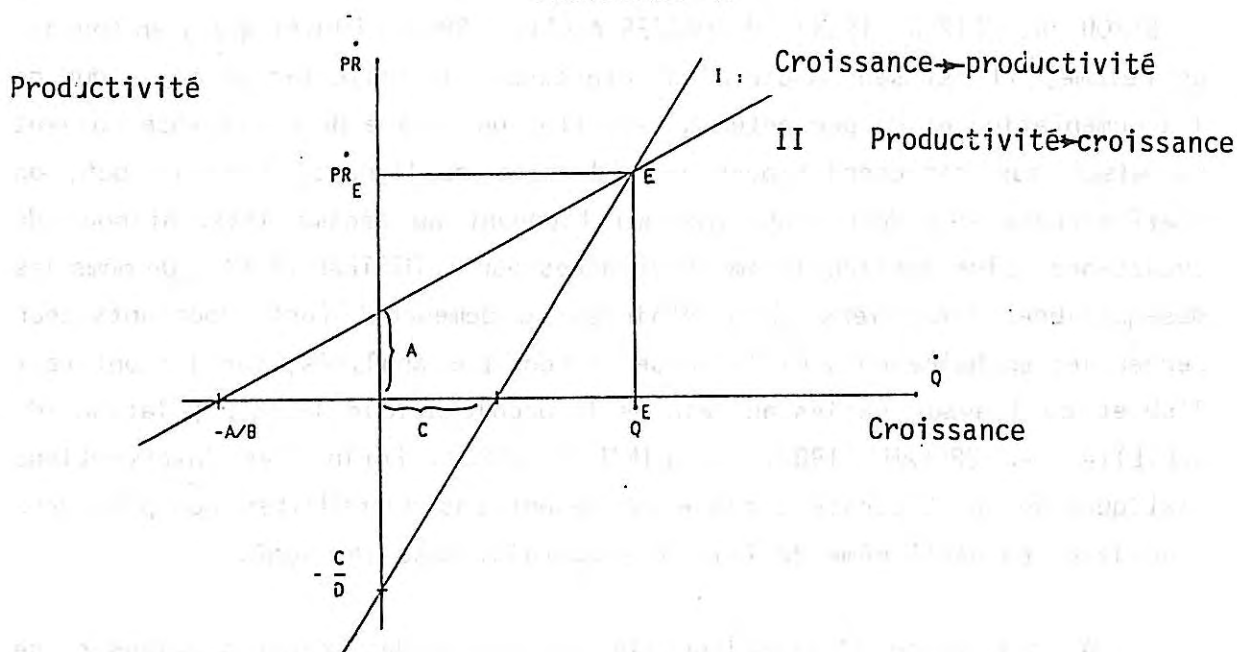
ORIGINES ET DISTRIBUTION DES GAINS DE PRODUCTIVITE

Le modèle précédent s'interprète aisément comme le résultat d'un double processus :

- Connaissant le rythme de croissance des marchés, quelles sont les tendances de la productivité [relation I] ?
- Pour une évolution donnée de la productivité, quelle est la distribution des revenus entre salaires et profits, croissance de la consommation et de l'investissement et donc de la demande globale [relation II] ?

D'où la représentation graphique suivante :

GRAPHIQUE 2



Une fois simplifié et linéarisé certaines des relations du modèle, La solution analytique est la suivante :

$$(I) \quad \overset{\circ}{PR} = A + B \cdot \overset{\circ}{Q}$$

$$(II) \quad \overset{\circ}{Q} = C + D \cdot \overset{\circ}{PR}$$

$$(III) \quad \overset{\circ}{Q} = \frac{C + D \cdot A}{1 - D \cdot B}$$

$$\overset{\circ}{N} = \frac{C(1-B) + A(D-1)}{1 - D \cdot B}$$

avec $A = a + bf$

et $B = bv + d$

$$C = \frac{\alpha \cdot (c \cdot h + g) + (1 - \alpha) \cdot f}{1 - \alpha \cdot c - (1 - \alpha) \cdot v}$$

et $D = \frac{\alpha c \cdot (k - 1)}{1 - \alpha c - (1 - \alpha) v}$

l'un des premiers, entrevit la viabilité d'une politique de hauts salaires, comme condition à l'approfondissement de la production de masse. Les recherches historiques montrent que le processus est beaucoup plus complexe que cette image d'Épinal (O. PASTRE, O. de MONTMOLLIN (1982), D.A. HOUNDSHELL (1984)). Elle fournit néanmoins un point de départ intuitif au modèle de croissance dont la présentation (Encadrés 2 à 4) risquerait d'être par trop austère.

Pour filer la métaphore de l'automobile, on pourrait comparer l'évolution économique de cette période à un moteur à deux temps. Dans un premier, le système productif — tout particulièrement les branches concourant à la consommation — se modernise sous le triple effet de l'incorporation des innovations techniques accumulées depuis l'entre deux guerres, du relèvement du taux d'investissement et de la mobilisation des rendements dynamiques d'échelle associant division du travail et extension du marché. Dans un second temps, la distribution d'un pouvoir d'achat suffisant dans l'économie permet de soutenir la croissance de la consommation. La prospérité du secteur correspondant alimente en retour l'appel aux biens d'équipement spécialisés. Pour autant que le partage de la valeur ajoutée soit adéquat, le processus ainsi initié peut se poursuivre de période en période. Alors que par le passé l'essor des capacités de production tendait à dépasser celui de la demande, après la seconde guerre mondiale une croissance ex ante du salaire nominal évite de faire de crises récurrentes le moyen d'ajustement de la production à la demande sociale.

Ce sont ces mécanismes que présente de façon plus formelle l'encadré 2. Le modèle combine diverses inspirations théoriques bien qu'il livre des résultats originaux, conçus comme propres à la période tout à fait particulière des trente glorieuses. Il s'agit d'un modèle de croissance fordien, plus que d'une formalisation valable en tous temps et tous lieux, comme le supposent les théories générales de la croissance. Le facteur d'*impulsion* est de type schumpétérien et concerne la genèse de la demande aussi bien que certaines tendances longues du progrès technique. Mais il faut ensuite préciser les mécanismes de *diffusion et propagation* soutenant un processus continu de croissance. L'inspiration est alors néo-kaldorienne puisque le schéma retenu n'est pas sans rappeler le modèle de croissance

ENCADRE 4

LES CONDITIONS D'UN PROCESSUS CUMULATIF DE CROISSANCE VERTUEUSE

L'observation de la période 1950-1967 fait apparaître trois caractéristiques essentielles : une croissance tendancielle, certes modérée, de l'emploi, une relative stabilisation des fluctuations conjoncturelles et initialement tout au moins l'absence de tendance adverse marquée concernant la part des profits. Le modèle permet de déterminer à quelles conditions technologiques et institutionnelles ces trois propriétés sont garanties.

- . Pour que l'emploi augmente, il faut que les composantes autonomes de la demande (consommation comme investissement) aient un dynamisme supérieur aux tendances du progrès technique économisant le travail [condition C1].
- . Pour que le sentier de croissance soit stabilisé par un processus auto-correcteur des déséquilibres de court terme le degré d'indexation des salaires par rapport à la productivité doit être compris entre deux limites fixées par les caractéristiques techniques et la formation de la demande [condition C2].
- . L'absence d'évolution défavorable de la part des profits suppose que le degré d'indexation des salaires soit inférieur à une autre limite, fonction des paramètres techniques et de demande.

$$C1 \quad \frac{C(1-B) + A(D-1)}{1 - D \cdot B} > 0 \quad \text{Condition de croissance de l'emploi.}$$

$$C2 \quad 1 - \frac{|1 - \alpha c - (1-\alpha) v|}{\alpha c (bv + d)} < k < 1 + \frac{|1 - \alpha c - (1-\alpha) v|}{\alpha c (bv + d)}$$

Condition de stabilité du sentier de croissance

$$C3 \quad A + B \cdot \left(\frac{C + D \cdot A}{1 - DB} \right) > \frac{h}{1 - k}$$

Condition pour que la part des profits ne décline pas tendanciellement

cumulative proposé par l'économiste cambridgien. Pourtant, la conception de la distribution des revenus est différente et met en jeu l'idée d'un compromis capital/travail régissant le partage des gains de productivité. D'où finalement, une vision particulière de la croissance à moyen-long terme, comme résultat de l'équilibre dynamique entre *genèse et répartition des gains de productivité* (Encadré 3).

On peut alors vérifier sous quelles conditions un système technologique et un compromis salarial impulsent un sentier de croissance viable à long terme. Trois critères au moins doivent être satisfaits (Encadré 4).

- ° Pour correspondre aux faits stylisés de la période, il importe que le rythme de croissance tendanciel soit suffisant pour impliquer *une augmentation de l'emploi*. Il ressort du modèle que le dynamisme de la demande autonome doit être plus important que le biais labour saving du progrès technique. C'est retrouver l'interprétation néo-schumpétérienne des spécialistes du changement technique (Ch. FREEMAN (1977), (1983)) concernant la relation entre innovations de produits et de processus comme déterminant de la dynamique de longue période de l'emploi. Ce dernier est croissant si les premiers l'emportent, décroissant dans le cas contraire.
- ° Il faut ensuite s'assurer que tout déséquilibre entre production et demande, tend effectivement à se résorber le long d'un tel sentier de croissance. Ce second *critère de stabilité* conduit à conforter l'une des intuitions majeures des approches en terme de régulation. Pour que cette condition soit satisfaite, il faut en effet que le partage des gains de productivité ne soit pas trop déséquilibré, en faveur des entreprises, ni des salariés. Si comme dans l'entre deux guerres l'indexation est trop faible, le système risque un effondrement cumulatif, l'insuffisance de la demande se répercutant sur l'investissement et l'ensemble des autres variables. Dans le cas extrême où l'introduction de nouvelles techniques déprime la demande (par exemple du fait d'une formation concurrentielle des salaires), une accélération du progrès technique entraîne alors un relèvement de la productivité, mais une chute de la production et une

ENCADRE 5 AUX ORIGINES DE LA CRISE ACTUELLE

Elle résulte fondamentalement de la perte de compatibilité entre les mécanismes d'obtention de la productivité et ceux de leur distribution :

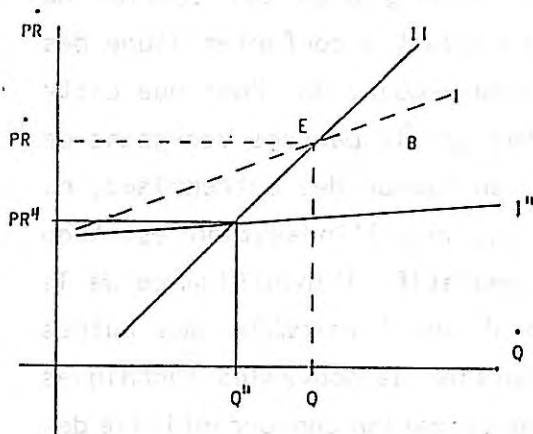
- La maturation du système du système technologique fordien conduit à un ralentissement des gains de productivité, liés en particulier à un certain épuisement des rendements d'échelle. Les coûts d'organisation et de coordination l'emportent sur les gains de productivité liés à la division du travail.
- L'euphorie de la période de croissance généralise les demandes d'indexation des diverses catégories de revenu y compris des salaires. Parallèlement, l'alourdissement des structures productives appelle un relèvement du coefficient d'accélération de l'investissement. Après 1973, la détérioration des termes de l'échange n'affecte pas le salaire réel qui continue à croître. Ces trois mouvements induisent une plus grande élasticité de la loi de demande.

En conséquence, les trois conditions de la croissance vertueuse se trouvent progressivement remises en cause :

- Réduction du rythme de croissance en dessous du seuil à partir duquel l'emploi se contracte [retour sur C1].
- Plus forte élasticité de la demande que de la loi de productivité, de sorte que n'est plus assurée la stabilité dynamique du système [retour sur C2].
- Evolution adverse de la part des profits et donc du taux de rentabilité, en dépit même du ralentissement de l'investissement [remise en cause de C3].

GRAPHIQUE 3

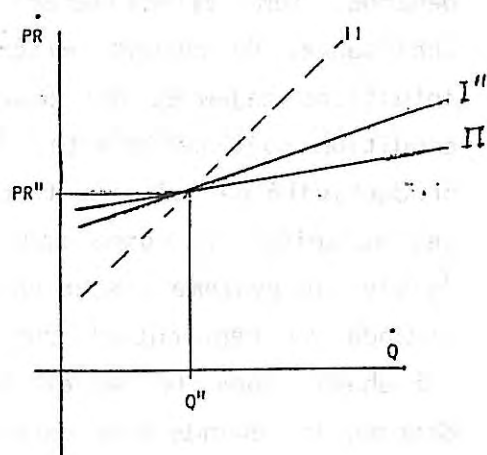
EPUISEMENT DES GAINS DE PRODUCTIVITE



Réduction de la croissance
et de l'emploi.....

GRAPHIQUE 4

GENERALISATION DE L'INDEXATION ET
ALOURDISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT



.....Et passage de la stabilité
à l'instabilité.

contraction d'emploi. Si au contraire, comme cela semble avoir été le cas dans les années soixante-dix, le partage de la productivité est trop défavorable aux entreprises, l'économie vient buter sur un obstacle symétrique : structurellement les capacités de production ne permettent pas de satisfaire la demande et le système devient instable.

- ° Enfin, il importe de vérifier que *le profit* ne subit pas de détérioration cumulative le long d'un tel sentier de croissance. Si tel était le cas, au-delà d'un certain seuil, les entreprises n'investiraient plus en dépit même du dynamisme de la demande. Cette troisième condition impose que le coefficient d'indexation des salaires par rapport à la productivité soit inférieur à une valeur limite fonction des caractéristiques du progrès technique et de la demande. Il semblerait d'ailleurs que ce critère soit plus contraignant que le précédent, ce qui est d'ailleurs conforme à l'observation : la baisse du taux de profit est apparue dans nombre de pays avant l'accentuation des instabilités conjoncturelles.

Ainsi apparaît l'un des talons d'Achille de ce mode de croissance : les formes institutionnelles qui soutiennent la croissance de la demande peuvent dans un second temps jouer contre le taux de profit. Les efforts de la plupart des économies de l'OCDE en vue de promouvoir une politique des revenus ne feraient que prendre en compte cette contradiction. Leur échec contribuerait à l'accentuation des déséquilibres conduisant à la crise.

LE BLOCAGE : LA DECENNIE DOULOUREUSE

Le blocage du cercle vertueux fordien résulterait alors du succès même des changements institutionnels et techniques initiés après 1945. Au sentier de moyen terme que décrit le modèle, il convient en effet de sur-ajouter les conséquences d'une lente évolution des paramètres structurels. Cette dernière résulte non de quelques deus ex-machina, mais du développement des tendances longues qui découlent des principes d'organisation et de la logique du système. C'est conforme à une problématique qui insiste sur les transformations historiques de longue période et la variabilité dans le temps

et l'espace des formes de régulation (R. BOYER (1986c)). Deux grandes séries d'évolutions concourent à ce renversement (Encadré 5).

° En premier lieu, *le système technique donne des signes d'épuisement*. Le ralentissement de la productivité apparente du travail se manifeste dans l'industrie manufacturière américaine dès 1967, mais non en Europe ou au Japon. Pour ces pays il faut attendre 1973 puis 1979 pour qu'intervienne une rupture des tendances, au demeurant modérée (P. DUBOIS (1985)). Ce décalage n'est pas surprenant car la modernisation fordienne était loin d'être achevée hors des Etats-Unis. Il est en outre logique que le grippage intervienne d'abord dans le pays le plus avancé, pour se diffuser ensuite aux autres économies, via le système international.

A priori, trois facteurs sont susceptibles d'expliquer cette décélération. D'abord un effet de type schumpétérien : toute grappe d'innovations bute à terme sur un ralentissement endogène de sa diffusion, conformément à une évolution de type logistique. Ensuite et surtout, un éclatement des relations productivité-croissance (R. BOYER, P. RALLE (1986)) traduit la difficulté croissante dans la mobilisation de rendements d'échelle, dès lors que les marchés, autrefois porteurs, ne sont plus aussi dynamiques et sont traversés par d'amples et imprévisibles mouvements conjoncturels. Enfin, il semblerait qu'il faille de plus en plus d'investissements pour soutenir une même progression de la productivité du travail : la détérioration de l'efficacité de l'investissement finit par se reporter sur le coefficient de capital (B. BILLAUDOT (1980), D. LEACH et H. WAGSTAFF (1986)).

Dans la logique du modèle, ces changements structurels impliquent un *ralentissement simultané de la croissance et de la productivité*, le long d'un sentier qui demeure stable (Graphique 3). Parallèlement, l'emploi décélère puis se contracte dès lors que le rythme tendanciel de croissance se réduit de façon significative. Mais il faut rendre compte de l'ensemble des caractéristiques de la crise, à savoir la chute des profits et la montée des instabilités, et donc introduire une autre série de transformations structurelles.

° En second lieu, la demande globale tend à devenir de plus en plus élastique par rapport aux variations de la productivité. En effet, le corollaire de la perte d'efficacité de l'investissement n'est autre qu'un relèvement du facteur d'accélération dans la formation de la demande des entreprises, dont le boom 1969-1973 donne sans doute un exemple. A terme, pourtant, cet effet est tempéré par une autre transformation affectant la répartition des revenus. A la fin des années soixante, les salariés sont en position d'obtenir une plus grande part des gains de productivité : indexation complète et rapide par rapport aux prix à la consommation, nouvelle politique du salaire minimum de croissance, extension de la couverture sociale dont les dispositions joueront à plein pour la première fois au cours de la dernière décennie.

Les conséquences de ces changements s'avèrent contradictoires. D'un côté, après le premier choc pétrolier, la demande n'enregistre aucune chute cumulative (comme cela avait été observé après 1929), car la consommation des ménages manifeste une remarquable inertie dans sa progression (R. BOYER, J. MISTRAL (1978)). Mais de l'autre, les capacités de production et les gains de productivité ne parviennent pas à conserver un rythme de croissance suffisant. D'où la *perte de stabilité dynamique du système* (Graphique 4). En outre, le partage des revenus évolue à la défaveur des entreprises, de sorte que la chute de la rentabilité finit par peser sur les décisions d'investissement, en dépit même du relatif dynamisme de la consommation finale. Sortant de la logique du modèle, il faudrait bien sûr inclure les effets de l'accélération de l'inflation sur la stabilité monétaire et financière (M. AGLIETTA, A. ORLEAN (1982)) et les conséquences des transformations des rapports de compétitivité sur la viabilité des relations commerciales internationales (J. MISTRAL (1981)).

En définitive, ces deux changements remettent en cause les trois conditions de la croissance vertueuse, précédemment décrites (Encadré 4). D'abord le *taux de profit* enregistre une chute qui, pour que l'ensemble des pays de l'OCDE se manifeste nettement dès la fin des années soixante (P.H. ARMSTRONG & Alii (1984)), même si la chronologie est propre à chaque

économie. Mais ce mouvement ne suffit pas à rendre compte des enchaînements observés. En effet, il faut ensuite faire intervenir les conséquences de l'épuisement des bases sociales et techniques du fordisme : *la croissance et l'emploi* se ralentissent significativement, seuls les Etats-Unis faisant exception. Enfin, le basculement de la position relative de la loi de progrès technique et de la demande explique que les fluctuations conjoncturelles ne soient plus auto-correctrices. En conséquence, après une période d'hésitation et d'incertitude, émergent de nouvelles orientations pour les politiques économiques, ce dont témoignent le recours à un encadrement des salaires et/ou des prix et la séduction des conceptions monétaristes en matière de politique économique.

C'est en ce sens que les années quatre-vingt marquent l'entrée dans une période de *crise structurelle*. Au cours d'un tel épisode, la dynamique économique impulsée par le mode de régulation entre en contradiction avec les formes institutionnelles sur la base desquelles il opère. Cette quatrième définition a pour intérêt de synthétiser les trois précédemment données. En outre, elle ne fait pas de l'effondrement de 1929 l'archétype d'une crise structurelle, puisque les années 1873-1896 correspondent tout aussi bien à cette définition. Enfin, elle débouche sur des critères opératoires. Remise en cause des formes institutionnelles antérieures et recherche de nouvelles d'un côté, sortie de la zone de stabilité structurelle du modèle de croissance de l'autre. Deux ouvrages récents ont surtout mis en oeuvre le premier (R. BOYER Ed. (1986a,b)), le présent texte le second.

En matière de politique économique et de prospective, l'adoption de cette conception n'est pas sans conséquence : la question ne porte plus tellement sur la recherche de la politique optimale au sein d'un mode de croissance stabilisé ; elle concerne les effets de nouvelles règles du jeu sur l'émergence d'un autre mode de régulation. Il est temps d'esquisser quelques réflexions en la matière.

QUELLES ISSUES ?

L'étude des crises structurelles précédentes suggère que le processus conduisant à leur dépassement est *assez largement ouvert* sur le déroulement des luttes politiques et sociales et la forme exacte des compromis institutionnels ainsi noués. Quitte à simplifier beaucoup dans l'enchevêtrement des stratégies, la discussion peut utilement s'organiser autour de *trois grands scénarios*. C'est l'un des intérêts du cadre analytique précédent que de permettre une appréciation, fut-elle grossière, de leurs conséquences sur la croissance et les conditions d'un retour au plein-emploi. Les résultats sont contrastés.

AUSTERITE SALARIALE ET FLEXIBILITE TECHNIQUE : UNE STABILISATION DANS LA STAGNATION ?

Les années quatre-vingt ont enregistré des transformations structurelles finalement convergentes dans nombre de pays industrialisés.

- ° En premier lieu se sont généralisées les politiques d'*austérité salariale*. Sous la pression de la montée du chômage et parfois des interventions directes de l'Etat, ont été rompues les clauses d'indexation des salaires par rapport aux prix passé, au profit de l'affichage d'une norme d'évolution salariale pour l'année à venir. Simultanément, les gains de productivité ont été utilisés principalement pour redresser la part des profits, ou pour contribuer au rééquilibrage des budgets publics et sociaux. Dans la mesure où elle se prolonge au-delà d'un simple plan de stabilisation conjoncturelle, cette stratégie entraîne une tendance à la désindexation du salaire réel par rapport à la productivité. Dans la logique du modèle de croissance, ce mouvement se traduit par une moindre sensibilité de la demande globale. S'il correspondait à un changement durable dans le compromis capital-travail, cela impliquerait tout à la fois une réduction de la croissance et une stabilisation du système économique (Graphique 6). De ce fait, le chômage devrait continuer à progresser bien

que s'atténuent les instabilités conjoncturelles.

Il convient à ce titre de souligner un double paradoxe par rapport aux propositions de M.L. WEITZMAN (1986a,b), prônant le passage d'une économie salariale à une économie de partage. D'une part, elles interviennent dans une phase où la tendance des conventions collectives a été précisément à l'inverse de déconnecter salaire et productivité. D'autre part, il n'est pas sûr qu'une indexation complète soit toujours favorable au plein-emploi et à la stabilité. Dès lors que l'on abandonne des modèles de court terme postulant que l'on se situe toujours au voisinage du plein-emploi, les résultats peuvent être beaucoup plus variés. Dans la présente problématique le coefficient de partage affecte aussi les tendances de moyen terme de l'emploi. En conséquence, il se doit de n'être ni trop haut ni trop bas pour éviter les risques opposés de stagnation et d'emballement explosif.

- ° En second lieu, l'entrée en crise des bases techniques et sociales du fordisme n'a pas manqué de susciter maintes recherches visant à dégager des principes alternatifs d'organisation. Ainsi, différents spécialistes voient poindre un modèle de *spécialisation flexible*, fondé sur une chasse "à la flânerie du capital", en opposition avec le taylorisme qui visait au contraire "la flânerie ouvrière". C'est dans ce contexte que sont apparues les notions d'équipement et par extension d'usine flexibles. L'incorporation de la micro-électronique aux biens d'équipement permettrait en effet d'élargir la gamme des productions réalisables par un même ensemble technique. Dès lors pourrait être renversée l'une des tendances qui avaient mené à la crise : les nouveaux équipements garantiraient de meilleurs taux d'utilisation et permettraient une baisse cumulative du coefficient de capital au fur et à mesure qu'ils se diffusent. Il semblerait par exemple que le Japon, et à un moindre degré l'Italie, aient déjà enregistré ce retournement (Economie Européenne (1985)).

L'un des effets de cette mutation est de réduire les besoins en capital associés à une même extension de la demande. De ce fait, elle exercerait les mêmes effets que les politiques d'austérité salariales : une

moindre élasticité de la demande impliquerait une réduction du rythme tendanciel de croissance, avec la possibilité d'un retour dans la zone de stabilité (Graphique 6). Mais la flexibilité technique influence aussi la genèse des gains de productivité.

- ° En effet, certains praticiens et des économistes tels que M. PIORE, Ch. SABEL (1984)) ont enfin émis l'hypothèse d'un basculement des structures productives. Les économies avancées abandonneraient les méthodes fordienne rigides car largement indivisibles et fondées sur la production en masse de biens standardisés et adopteraient des organisations plus flexibles, de moindre taille, valorisant l'adaptation qualitative à des besoins des consommateurs plus différenciés. Divers indices semblent plaider en faveur de ce scénario : succès de petites entreprises innovatrices et performantes face au déclin des entreprises typiquement fordienne ; divergence d'évolutions d'emploi entre les petites et moyennes entreprises industrielles et les grandes ; apparent éclatement des relations productivité-croissance.

Selon une variante sans doute extrême de cette vision, la spécialisation flexible marquerait *la fin des rendements d'échelle* importants puisque la finalité de l'électronisation des biens de production serait de rendre la loi de coût indépendante de la taille des séries. Si, seconde simplification, on se reporte aux processus pré-tayloriens, on serait tenté d'en déduire une atténuation durable des gains de productivité par rapport à ceux qu'avait permis l'organisation scientifique du travail. En conséquence, il faudrait anticiper un éclatement durable des lois de rendements. Dans cette interprétation, les économies industrialisées n'enregistreraient plus les gains de productivité de la période 1950-1973 mais plutôt ceux de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle. La conséquence probable en serait une atténuation de la croissance à moyen terme, mais un renforcement de la stabilité (Graphique 7).

Ce résultat n'est pas véritablement surprenant dans un modèle de croissance basé sur l'existence de rendements d'échelle. Il conduit à s'interroger sur les autres mécanismes qui permettraient de faire de la

... les ... de ...

... les ... de ...

... les ... de ...

... les ... de ...

spécialisation flexible le moyen d'un retour à une forte croissance. Ceux hérités de la période fordienne impliqueraient plutôt une tendance à la stagnation et la poursuite de la montée du chômage. Dans ces conditions, austérité salariale et flexibilité constitueraient plus une réaction d'adaptation à la crise qu'une stratégie permettant de la surmonter. D'où l'intérêt d'un second scénario.

UN NOUVEAU COMPROMIS SUR LA PRODUCTIVITE : UN POSSIBLE RETOUR A LA CROISSANCE

Que les systèmes productifs aient d'ores et déjà beaucoup changé au cours de la dernière décennie fait peu de doute. Il n'est par contre pas évident que la recherche tous azimuts de la flexibilité technique et salariale définisse le seul avenir ouvert aux économies avancées. Dans une vision alternative, il s'agirait moins de l'abandon de la production de masse que de *la transition* d'une de ses modalités vers une autre, plus ouverte à la différenciation des produits. Un réseau convergent d'indices soutient cette hypothèse.

Les enquêtes sur l'industrie suggèrent d'abord qu'une plus grande variété des produits de la consommation finale peut être atteinte grâce à une conception modulaire, permettant la standardisation de composants ensuite recombinaison dans la phase finale de montage. Dans une moindre proportion, la robotisation semble rencontrer des succès lorsqu'elle aboutit à des ensembles susceptibles d'être produits en masse, et beaucoup moins lorsque l'on vise une production à la façon. Si l'on s'intéresse ensuite aux fonctions d'apprentissage et lois dynamiques de rendement, on est quelque peu surpris de constater que les nouveaux produits (semi-conducteurs, mémoires vives, circuits intégrés, montres digitales, etc...) sont caractérisés par des rendements d'échelle encore plus importants que ceux des produits de la phase d'industrialisation précédente (Ford T, production d'acier, raffinerie de pétrole, etc...). Enfin, il ressort qu'au niveau global, les industries nouvelles dont la demande croît à un rythme rapide et celles plus mûres où la demande conserve un certain dynamisme continuent à exhiber de très significatifs rendements d'échelle. Ils sembleraient même supérieurs à ceux

des trente glorieuses (R. BOYER, B. CORIAT (1986)).

En conséquence, on ne saurait exclure que *l'automatisation flexible* définisse l'un des avènements ouverts aux systèmes industriels. Ce scénario a en outre pour mérite de s'inscrire dans la continuité des tendances de la rationalisation, qui après avoir porté sur les biens de consommation durables toucherait aujourd'hui les biens de production eux mêmes. A terme, il faudrait donc anticiper un redressement des rendements d'échelle, dont les conséquences seraient bénéfiques aussi bien pour la croissance que pour l'emploi (Graphique 8). Avec une tout autre base productive, les économies industrialisées pourraient retrouver les conditions qui étaient à l'origine des trente glorieuses. Néanmoins, un examen plus attentif suggère de notables différences en matière de *compromis capital-travail*.

En effet, ce dernier ne devrait plus seulement concerner le partage des "dividendes du progrès" mais *les modalités mêmes d'obtention de la productivité et de la qualité*. Dans l'ancienne conception taylorienne, le bureau des méthodes, la chaîne et la machine spécialisée étaient porteuses des normes de travail, sans que les compétences des opérateurs soient mobilisées ; elles étaient même considérées comme superflues ou dangereuses ! Depuis une décennie au moins, ces conceptions se sont avérées contre-productives dans nombre de secteurs où l'initiative et le savoir faire des travailleurs constituent la source première d'une bonne gestion. Dans ces conditions, les relations industrielles, les règlements de travail et les conventions collectives devraient entériner ce changement majeur. Au-delà d'une pure flexibilité défensive visant à répondre aux rebondissements de la conjoncture, s'imposerait l'adaptation à *une nouvelle donne sociale et technologique* (R. BOYER Ed. (1986b)). Au demeurant, ce sont dans les pays où les conflits ont de longue date débouché sur une forme de coopération que les nouvelles formes de l'automatisation flexible se diffusent le plus rapidement. A contrario, lorsque les relations patronat-syndicats sont traditionnellement tendues et traversées de défiance réciproque, les performances macroéconomiques s'avèrent particulièrement décevantes (le Royaume-Uni ?). Or, tel est le contexte qui a donné naissance aux "contre-révolutions conservatrices".

LES STRATEGIES NEO-LIBERALES : DES EFFETS INCERTAINS ET CONTRADICTOIRES

Pour suivre le fondamentalisme conservateur à la F. HAYEK, il faudrait que les économies capitalistes abandonnent toute velléité de constructivisme et de réforme visant à combiner marché et formes étatiques. Il faudrait donc revenir sur l'ensemble des formes institutionnelles laborieusement constituées au cours du dernier demi siècle pour laisser pleinement jouer la rationalité des stratégies individuelles qui même partielles constitueraient le seul moyen connu pour aboutir ex post à un ordre économique viable. Mais précisément, les transformations ainsi suggérées garantiraient-elles la convergence vers un sentier de croissance à peu près équilibrée ? L'élaboration d'un modèle de croissance classique (Encadré 7) fait ressortir la multiplicité des conditions nécessaires au succès d'une telle stratégie. A contrario les risques d'une aggravation des problèmes actuels seraient sérieux dès lors que les réformes proposées seraient par trop extrêmes et n'auraient pas la propriété de constituer un *système socio-économique viable*.

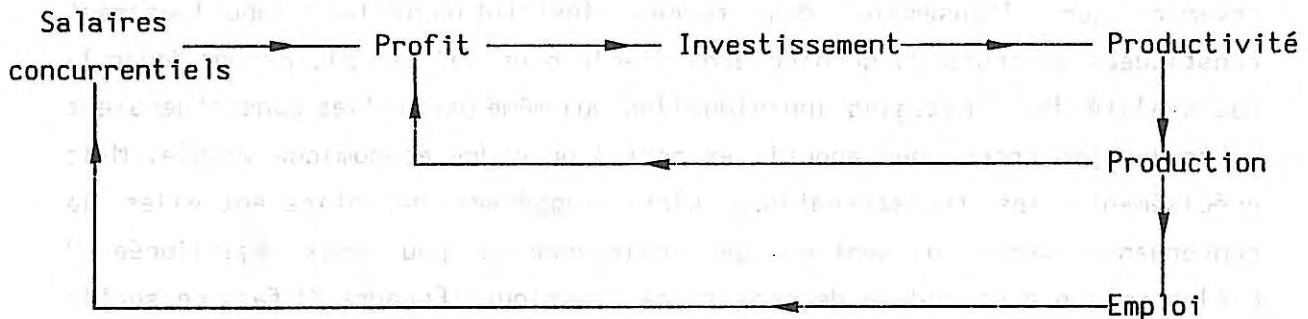
Fondamentalement, la logique libérale se distingue des principes keynésiens par deux caractéristiques essentielles. En premier lieu, le travail devrait être une marchandise comme les autres et soumise aux mêmes relations de concurrence : hausse du salaire en cas de pénurie de main-d'oeuvre, baisse en cas de chômage. En second lieu, l'investissement devrait réagir exclusivement et rapidement aux perspectives de profit, dans le domaine financier comme dans celui du capital productif. Ces deux mécanismes devraient se conforter l'un l'autre, selon l'enchaînement vertueux qui veut que le caractère concurrentiel des salaires permette un redressement des profits, base d'une reprise durable de la formation de capital et donc d'une adaptation des économies à la nouvelle donne technologique.

Si l'on en juge au travers de la maquette (Encadré 8), les résultats seraient beaucoup plus mitigés, souvent défavorables, bénéfiques seulement sous des conditions très particulières, au demeurant fort difficiles à introduire dans les systèmes socio-politiques contemporains. Il importe donc de distinguer *différentes modalités du néo-libéralisme*.

ENCADRE 7

UN MODELE DE CROISSANCE CLASSIQUE

Pour traiter de l'influence des stratégies libérales, il importe de généraliser le modèle de croissance antérieurement présenté (Encadré 2). Fondamentalement, l'enchaînement classique est le suivant. Des salaires concurrentiels permettent de hauts profits qui alimentent l'investissement et donc la productivité. Le relèvement de la croissance — tirée par l'investissement ou, en économie ouverte, les exportations — entraîne à terme le dynamisme de l'emploi. Idéalement le cercle vertueux classique se présente ainsi :



En fait, pour les besoins de l'analyse, ces mécanismes seront combinés avec ceux de la boucle fordienne concernant le synchronisme entre salaire réel et productivité. Pour ce faire, il suffit d'introduire deux généralisations :

- Le taux d'investissement dépend aussi bien du rythme de croissance de la consommation que de la part des profits dans la valeur ajoutée [équation (2')]. L'équation contient comme cas particulier aussi bien l'hypothèse classique pure ($v = 0$, $u \gg 0$) que l'hypothèse foridienne typique ($v \gg 0$, $u = 0$).
- Le salaire réel combine deux déterminations opposées : un partage explicite des gains de productivité, des effets concurrentiels conformément à une élasticité positive par rapport aux tendances de l'emploi [relation (4)']. Les configurations s'échelonnent du cas fordien typique ($k > 0$, $l = 0$) au cas pur ($k = 0$, $l \gg 0$).

D'où par rapport au modèle antérieur, les trois changements suivants :

$$(2)' \quad \frac{I}{Q} = f + v \cdot \dot{C} + u \left(\frac{PRO}{Q} \right) \quad \begin{array}{l} I \text{ volume de l'investissement, } \dot{C} \text{ taux de} \\ \text{croissance de la consommation, } PRO/Q \text{ par} \\ \text{des profits.} \end{array}$$

$$(4)' \quad (SR) = k \cdot PR + l \cdot N + h \quad \begin{array}{l} l \text{ élasticité du salaire réel par rapport} \\ \text{à l'emploi.} \end{array}$$

$$(7) \quad PRO = Q - SR \cdot N \quad \text{Détermination des profits.}$$

Après simplification et linéarisation, la solution a la même forme générale que précédemment (voir les formules (I) à (III) de l'Encadré 3, avec les nouvelles expressions suivantes :

$$A = \frac{a + bf + vg + b(vc-u) \cdot h}{1 - b(vc-u)(k-1)}$$

$$B = \frac{b[vc(1+l) - u] + d}{1 - b(vc-u) \cdot (k-1)}$$

$$C = \frac{(1-\alpha)f + (ch+g)[\alpha+(1-\alpha) \cdot v] - h(1-\alpha)u}{1 - [\alpha+(1-\alpha)v] \cdot c(1+l) + l(1-\alpha) \cdot u}$$

$$D = \frac{[\alpha c + (1-\alpha)vc - (1-\alpha)u] \cdot (k-1)}{1 - [\alpha + (1-\alpha)v] \cdot c(1+l) + l(1-\alpha) \cdot u}$$

° Selon une variante modérée, il conviendrait d'introduire un peu plus de mécanismes concurrentiels dans la formation des salaires, sans nécessairement abolir le principe d'un certain partage des gains de productivité. Parallèlement, l'investissement continuerait à être sensible aux perspectives de demande, mais simultanément réagirait plus aux variations du profit. Ce système combinerait donc les anciens principes fordien avec une logique partiellement concurrentielle. Si l'on en croit la formalisation retenue, il faudrait anticiper la possibilité d'un retour à un sentier stable, mais pas nécessairement à une croissance suffisamment rapide pour redresser les perspectives d'emploi. En effet, la persistance de mécanismes de type accélérateur conduit à une loi de demande variant négativement avec la productivité. Pour autant que les tendances exogènes de la consommation et de l'investissement s'inscrivent dans la continuité des évolutions antérieures, une dépression apparaît plus vraisemblable qu'une reprise durable.

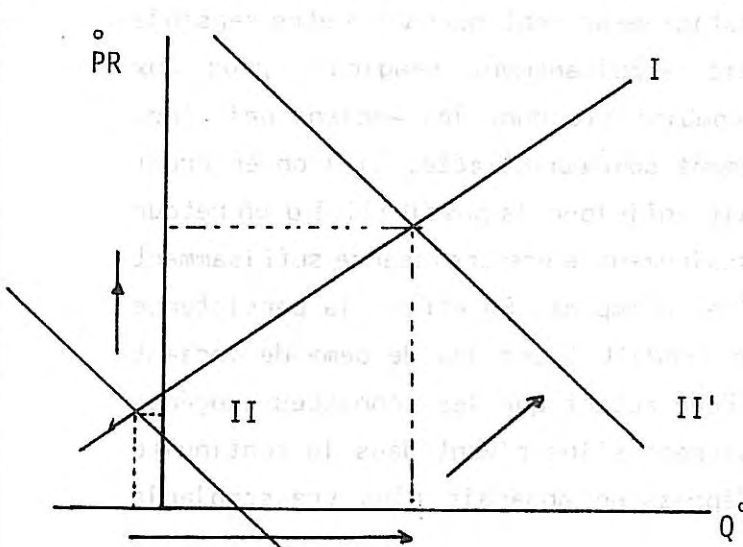
Seul un soutien particulièrement actif de la demande (conséquence d'une vague puissante d'innovations...ou de la croissance des dépenses publiques ou encore de l'excédent extérieur) permettrait de retrouver une croissance de l'emploi (Graphique 9). Mais le paradoxe est alors que la logique concurrentielle doit être compensée par des interventions publiques ou des évolutions exogènes visant à redresser la demande. Ainsi les instruments de la politique économique devraient-ils être utilisés "à-contre", contrairement à l'intuition et la politique effectivement menée par la plupart des gouvernements conservateurs...à l'exception peut-être des Etats-Unis. Cette problématique retrouve, pour le moyen-long terme, des propositions analogues à celles des théories du déséquilibre pour le court-moyen terme (E. MALINVAUD (1983)).

Mais ce scénario bute sur un second paradoxe : dans la mesure où la loi de demande est décroissante, tout redressement des perspectives du progrès technique implique une accélération de la productivité mais une contraction de la croissance et de l'emploi (Graphique 10). A contrario, un ralentissement de ces mêmes perspectives induit une croissance de la

EFFETS DE DIVERSES STRATEGIES NEO-LIBERALES

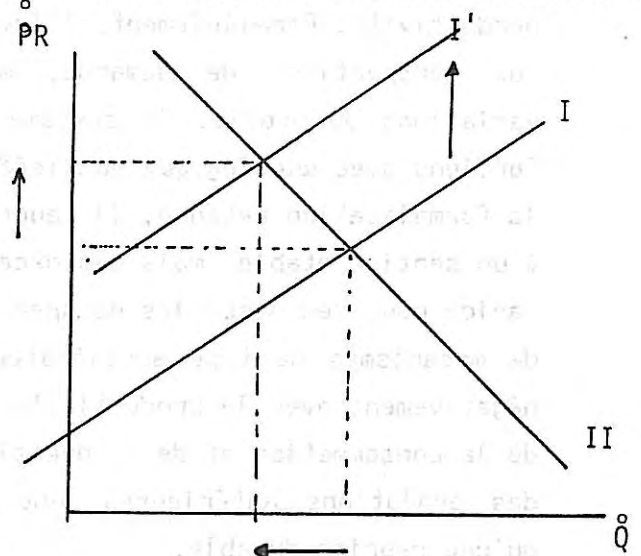
GRAPHIQUE 9

SALAIRES MODEREMENT CONCURRENTIELS.....MAIS PERSISTANCE D'EFFETS D'ACCELERATION



Stabilité, mais pas de croissance, en l'absence de demande autonome dynamique.

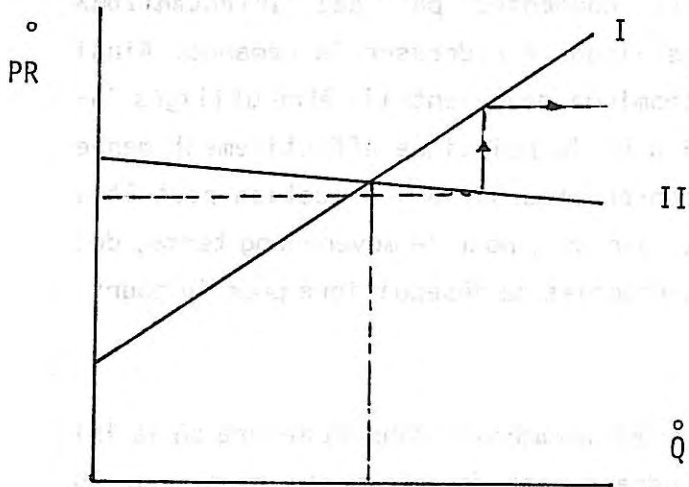
GRAPHIQUE 10



En cas d'accélération du progrès technique, plus de productivité mais moins d'emplois.

GRAPHIQUE 11

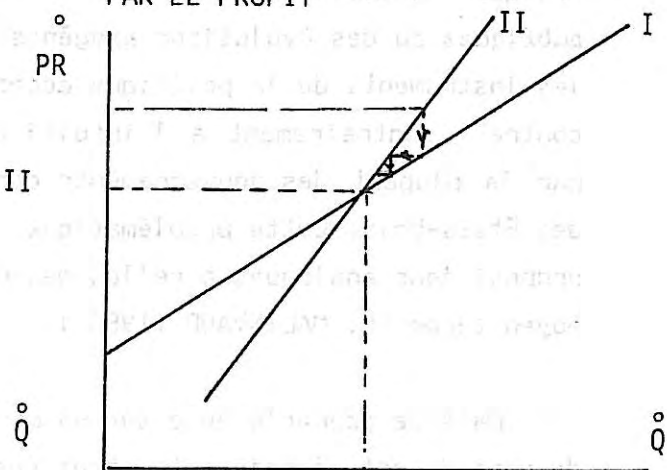
SALAIRES TRES CONCURRENTIELS



Croissance si la demande est dynamique mais possibilité d'instabilité.

GRAPHIQUE 12

ET LES INVESTISSEMENTS SONT TIRES PAR LE PROFIT



Un sentier stable de croissance vertueuse, pour autant que les effets concurrentiels ne soient pas trop importants.

production, une chute de la productivité et donc un essor de l'emploi. L'économie américaine depuis une décennie correspondrait assez bien à cette seconde configuration, les pays européens à la première. On mesure la différence avec les modèles néo-classiques de croissance ou les schémas d'économie concurrencée : le progrès technique y est toujours favorable à la production et ne compromet jamais l'emploi.

- Cet écart entre l'hypothèse générale d'auto-régulation des marchés et les enseignements d'un modèle de croissance classique, concerne plus encore une variante plus radicale du programme libéral. On peut en effet supposer que l'objectif soit de modifier entièrement les lois fordienne de salaire : serait supprimée toute indexation directe par rapport à la productivité, les salaires ne progressant qu'en fonction des pénuries observées sur le marché du travail. Il est alors possible que la demande devienne tellement élastique que l'économie entre dans une zone d'instabilité structurelle (Graphique 11).

Ce résultat provient de la divergence entre les déterminants de l'investissement —qui demeure régi par le dynamisme de la demande de biens de consommation et pas seulement par le niveau des profits— et la loi de formation des salaires, devenue totalement concurrentielle. Dès lors toute mutation du système technique qui induit un redressement de la loi des rendements débouche à terme sur un processus de crise. L'entre deux guerres fournit un exemple de ce type d'enchaînements : la diffusion rapide du taylorisme conduit d'abord à une rapide expansion puis à une dépression cumulative. Même si le modèle mériterait d'être confronté de façon plus systématique aux données empiriques, il semble d'ores et déjà correspondre à quelques uns des faits stylisés de la période (R. BOYER, J. MISTRAL (1978)).

C'est suggérer qu'un retour à plus de concurrence sur un marché particulier, celui du travail, n'est pas nécessairement rééquilibrant du système économique dans son ensemble, ni favorable à l'emploi. Divers travaux récents aboutissent par d'autres voies à cette même conclusion. Néanmoins, un tenant du programme libéral peut légitimement objecter que

ces conclusions négatives dérivent d'une application trop partielle du "retour au marché".

- ° Une variante fondamentaliste pourrait en effet prôner la généralisation de ce programme aux marchés financiers et modifier en conséquence les déterminants de l'investissement productif. On pourrait ainsi imaginer que le taux de profit devienne le seul et unique argument des décisions d'investissement. La maquette du modèle de croissance classique (Encadré 7) confirme la possibilité d'un cercle vertueux de croissance dans lequel le caractère concurrentiel des salaires conforte les profits, l'investissement, la productivité et donc in fine la production et l'emploi (Graphique 12, Encadré 8). Il peut alors exister une configuration dans laquelle l'économie tendrait à converger vers un sentier de croissance soutenue et stable.

Il faut néanmoins que les effets concurrentiels sur le salaire et l'investissement ne soient pas trop importants. D'une part, Il faut éviter que la demande devienne plus élastique que les capacités de production, et précipite l'entrée dans une zone d'instabilité. D'autre part, il importe que la répartition des revenus ne se déforme pas systématiquement en faveur des profits, car ce serait violer l'un des enseignements de l'histoire longue, à savoir la quasi-constance de la part des salaires corrigée des effets de salarisation croissante. Enfin, on peut s'interroger sur la vraisemblance d'un tel programme. Il est en un sens tout à fait "révolutionnaire" puisqu'il revient sur des caractéristiques structurelles, des compromis sociaux et des régularités économiques qui s'inscrivent dans l'histoire longue des sociétés capitalistes. Des résultats finalement si incertain justifient-ils de telles remises en cause?

On converge en définitive vers un dernier paradoxe qui en un sens généralise les précédents : la logique concurrentielle devrait être *bien tempérée plus que maximale*. Le fondamentalisme conservateur s'en trouve considérablement relativisé. Naturellement, ces intuitions dérivent d'un modèle de croissance particulièrement simple. Nul doute que l'analyse

mérite d'être prolongée selon de très nombreuses directions : ouverture de l'économie, inclusion de l'Etat, introduction de la monnaie et de la finance, etc.... Symétriquement, on pourrait partir des modèles standards de la nouvelle économie classique et examiner comment ils traitent des questions abordées ici, à savoir le rôle de la loi de salaire et de la relation d'investissement sur l'équilibre de long terme. Cet article aurait rempli son but s'il suscitait quelques doutes quant à la validité de l'hypothèse selon laquelle la concurrence est par nature toujours rééquilibrante : sous quelles conditions est-ce le cas ? Telle est l'une des questions centrales que soulève à nouveau la présente crise, après celle de 1929.

L'ECONOMISTE : PRISONNIER DU PASSE....

A partir de deux idées simples, cet article aboutit à trois conclusions, encore provisoires, qui méritent de plus amples recherches car elles touchent à quelques enjeux essentiels.

Il a été souligné combien l'absence d'un *concept clair de crise* nuit à la pertinence de la plupart des théories économiques face aux problèmes contemporains les plus urgents. Trop souvent limitées aux seuls déséquilibres de court terme, elles ne traitent que par prétéritition le phénomène majeur de notre époque : la rupture du mode de croissance des trente glorieuses. Il importerait donc de relancer les réflexions en matière de théorie de la croissance : peut-on élaborer des problématiques suffisamment générales qui permettent d'analyser à la fois les sentiers de croissance et les mécanismes endogènes et exogènes remettant en cause leur stabilité ?

Pour leur part, les approches en terme d'ondes longues et de Kondratieffs traitent effectivement du problème de *l'alternance croissance/stagnation* mais hélas n'apportent que fort rarement des réponses. D'une part, elles sont encore à la recherche du modèle théorique général qui rendrait compte de ces mouvements. D'autre part on peut douter que les années

1950-1973 s'inscrivent dans la stricte continuité des Kondratieffs antérieurs. D'un point de vue quantitatif comme en terme d'analyses socio-institutionnelles, les différences l'emportent sur les similitudes : *le rythme et la stabilité exceptionnels de la croissance* au cours de cette période méritent explication.

C'est sur ce double constat que *les problématiques en terme de régulation* prennent appui. Elles insistent en effet sur l'originalité des formes sociales d'organisation et du système technique qui émergent après la seconde guerre mondiale et autorisent un mode de croissance apparemment sans précédent historique. Elles visent ensuite à représenter la dynamique économique correspondante par des formalisations simples traitant de l'origine puis de la répartition des gains de productivité. Elles ont pour ambition d'éclairer aussi bien la croissance que la rupture de ses ressorts. Cette approche livre différents enseignements concernant respectivement les origines de la crise, les possibles voies de son dépassement et plus généralement certains problèmes de méthodologie économique.

Les difficultés actuelles correspondraient à l'arrivée aux *limites du mode de croissance de l'après guerre*, fondé sur une extension simultanée de la production et de la consommation de masse. D'une part l'approfondissement du fordisme fait ressortir certains de ses aspects contre-productifs au point d'affecter le dynamisme de la productivité. D'autre part, le succès même de ce mode de croissance généralise les pressions sur le partage de ses gains. Au-delà même des chocs et contre-chocs pétroliers, telle serait l'une des origines du blocage de la croissance, de la montée du chômage et d'instabilités conjoncturelles renouvelées.

Ces évolutions macroéconomiques défavorables et heurtées précipiteraient *la remise en cause de la plupart des formes d'organisation*, qu'elles soient techniques ou sociales et économiques. La politique économique ne ferait pas exception : la crise des orthodoxies, qu'elles soient keynésiennes ou monétaristes, interventionnistes ou libérales, entretiendrait des relations cachées mais profondes avec celle du fordisme. L'objectif des gouvernements ne serait plus seulement de limiter les à-coups

conjuncturels, mais aussi et surtout de favoriser l'émergence d'un autre mode de croissance. Il semblerait que ce processus n'obéisse à aucune loi simple : l'avenir des sociétés industrialisées apparaîtrait beaucoup plus ouvert que ne le laisserait croire l'air du temps, tout imprégné qu'il est de déterminisme par la technique ou l'économique.

....OU AMBASSADEUR DES NOUVELLES REGULATIONS ?

Dès lors l'économiste se devrait de mobiliser les acquis de sa discipline non pas pour prôner LA solution qui résulterait mécaniquement de ses constructions théoriques, mais pour tenter de cerner la viabilité économique des différentes formes d'organisation techniques et sociales dont il observe la naissance et la diffusion. C'est ce difficile exercice de "macroéconomie fiction" qui a été esquissé. Il livre des résultats qui pour être tout à fait provisoires ne devraient pas manquer de susciter discussions et critiques.

Ainsi un premier scénario, qui imagine le passage du modèle fordien à une *spécialisation flexible*, n'apparaît pas clairement assurer le retour à une croissance forte. Il entérinerait plus les conséquences de la crise quant aux structures productives et aux relations de travail qu'il n'en dégagerait une issue : selon toute vraisemblance, il correspond à une "stabilisation dans la stagnation". La poursuite de la montée du chômage, l'émiettement du statut des salarié qu'elle implique ne manqueraient pas de poser à moyen-long terme de redoutables problèmes de cohésion sociale.

La mise en oeuvre d'un programme de restauration de *la logique du marché* et de désengagement de l'Etat ouvre un second scénario. Les obstacles et limites n'en sont pas moins sérieux : risque de dépression cumulative ou d'instabilités majeures, difficulté d'un retour sur les compromis passés, caractère incertain des bénéfices attendus. Parmi les diverses variantes de ce programme, rares sont celles susceptibles de promouvoir un retour au plein-emploi. Il semblerait même, paradoxalement, que les effets favorables

sur l'emploi et la stabilité économique correspondent à des politiques de retour à la concurrence, *bien tempérées plus que maximales*. L'histoire longue nous enseigne d'ailleurs que les mécanismes de marchés peuvent tantôt stabiliser, tantôt déstabiliser l'économie et que les interventions publiques sont loin d'avoir toujours été inefficaces.

Selon un troisième scénario, la négociation d'un *compromis capital-travail original* permettrait de bénéficier au mieux de la nouvelle donne technologique. Ainsi serait assurée une plus grande acceptabilité des mutations considérables qu'implique la crise. Plus encore, une modalité adéquate de partage des gains de productivité correspondants, viendrait relancer la dynamique de la croissance et les créations d'emploi. Par rapport aux précédentes, cette perspective s'inscrit à mi-chemin entre le neuf (des principes d'organisation du travail aux antipodes du taylorisme) et l'ancien (approfondissement de la logique de la production et consommation de masse).

En conclusion de la Théorie Générale John Maynard KEYNES affirmait que "les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé". Très ironiquement, il se pourrait que la profession des économistes soit aujourd'hui victime d'une illusion analogue : ses propres théorisations, qui étaient plus ou moins adéquates aux structures économiques et sociales des trente glorieuses, s'avèrent dramatiquement en retard par rapport aux innovations dont les sociétés contemporaines montrent quotidiennement la multiplicité et la puissance. Dès lors, l'économiste ne devrait-il pas se faire l'ambassadeur de ces nouvelles régulations, plutôt que le spécialiste de celles qui ont irrémédiablement disparu ?

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. (1976)
Régulation et crises du capitalisme.
Calmann-Levy, Paris. 2ème édition (1982).
- AGLIETTA M. (1986)
La fin des devises clés.
Editions La Découverte, Collection Piste, Paris.
- AGLIETTA M., ORLEAN A. (1982)
La violence de la monnaie.
P.U.F., Paris
- ANDRE Ch., DELORME R. (1983)
L'Etat et l'économie.
Seuil, Paris.
- ARMSTRONG P., GLYN A., HARRISON J. (1984)
Capitalism since world War II.
fontana Paperbacks, Londres.
- AZARIADIS C. (1975)
Implicit contracts and under-employment equilibria.
Journal of Political Economy, n° 83(6), Décembre, pp. 113-1202.
- BAROU Y., KEIZER B. (1984)
Les grandes économies.
Seuil, Paris.
- BENASSY J.P. (1984)
Macroéconomie et théorie du déséquilibre.
DUNOD, Paris.
- BENASSY J.P., BOYER R., GELPI R.M. (1979)
Régulation des économies capitalistes et inflation.
Revue Economique, Vol. 30, n° 3, Mai.
- BERTRAND H. (1978)
Une nouvelle approche de la croissance française de l'après-guerre :
l'analyse en sections productives.
Statistiques et Etudes Financières, Série Orange, n° 35.
- BERTRAND H. (1983)
Accumulation, régulation, crise : un modèle sectionnel théorique et
appliqué.
Revue Economique, Vol. 34, n° 6, Mars.
- BILLAUDOT B. (1980)
Accumulation, croissance et emploi dans l'industrie française :
rétrospective 1959-1974.
Economie et Statistique, n° 127, Novembre.

- BILLAUDOT B., GAURON A. (1985)
Croissance et crise. Vers une nouvelle croissance.
La Découverte, Paris.
- BOYER R. Ed. (1986a)
La flexibilité du travail en Europe.
La Découverte, Paris.
- BOYER R. Ed. (1986b)
Capitalismes fin de siècle.
Presses Universitaires de France, Paris.
- BOYER R. (1986c)
La Théorie de la régulation : une analyse critique.
La Découverte, Collection Agalma, Paris.
- BOYER R., CORIAT B. (1986)
Technical flexibility and macro stabilisation.
Ronéotypé, Conférence on Innovation Diffusion, Venise, 17-21 Mars.
- BOYER R., MISTRAL J. (1978)
Accumulation, inflation, crises.
Presses Universitaires de France, Paris. 2nde Edition refondue (1983).
- BOYER R., MISTRAL J. (1983)
Le temps présent. La crise.
(I) D'une analyse historique à une vue Prospective.
(II) Pesanteur et potentialité des années quatre-vingt.
Annales (Economies, Sociétés, Civilisations), N° 3 et 4, Juillet-Août,
pp. 483-506 et 773-789.
- BOYER R., PETIT P. (1981)
Progrès technique, croissance et emploi : un modèle d'inspiration
Kaldorienne pour six industries européennes.
Revue Economique, Vol. 32, n° 6, Novembre, pp. 1113-1153.
- BOYER R., RALLE P. (1986)
Croissances nationales et contrainte extérieure
avant et après 1973.
Economie et Société, Cahiers de l'ISMEA, n° P29, Janvier.
- C.E.E. (1985)
Economie Européenne, n° 25, Septembre.
- CORIAT B. (1978)
L'atelier et le chronomètre.
C. Bourgois, Paris.
- DOMAR E. (1946)
Capital expansion, rate of growth and employment.
Econometrica, Vol. 14, pp. 137-147.

- DUBOIS P. (1985)
Ruptures de croissance et progrès technique.
Economie et Statistique, Octobre.
- FORRESTER J. (1981)
Innovation and economic change.
Futures, Vol. 13, n° 4, August.
- FREEMAN C. (1981)
Innovation as an engine of growth.
Retrospect and Prospect. Contribution au séminaire sur les nouvelles technologies, Kiel, Juin.
- GRANOU A. (1972)
Capitalisme et mode de vie.
Cerf, Paris.
- HARROD R.F. (1939)
An essay in dynamic theory.
Economic Journal, vol. 49, pp. 14-33.
- HAYEK F. (1980)
Droit, législation et liberté.
Presses Universitaires de France, Paris.
- HENIN P.Y., MICHEL P. (1982)
Croissance et accumulation en déséquilibre.
Economica, Paris.
- HOUNSHELL D.A. (1984)
From the American system to mass production 1800/1932. The development of manufacturing technology in the U.S..
John Hopkins University press, Baltimore, USA.
- IRSIGLER F., METZ R. (1983)
The statistical evidence of long waves in pre-industrial and industrial times : Some remarks and preliminary results.
Discussion paper for the meeting "Research on long waves" Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 17-18 Mars.
- KALDOR N. (1939)
Speculation and economic stability.
Review of Economic Studies, October.
- KALDOR N. (1961)
Capital accumulation and economic growth.
In F. LUTZ (Ed) "The theory of Capital", MacMillan.
- KALDOR N. (1972)
The irrelevance of equilibrium economics.
Economic Journal, December.
- KEYNES J.M. (1936)
Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.
Traduction Française, Payot, Paris.

- KONDRATIEFF N.D. (1920)
The long waves in economic life.
Review, Vol. II, n° 4, Spring, pp. 519-562, (1979), réédition.
- LEACH D., WAGSTAFF H. (1986)
Future employment and technological change.
Kogan Page Ltd, Londres.
- LIPIETZ A. (1979)
Crise et inflation, pourquoi ?
Maspéro, Paris.
- LIPIETZ A. (1983)
Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste.
La Découverte/Maspéro, Paris.
- LORENZI J.H., PASTRE O., TOLEDANO J. (1980)
La crise du XXè siècle.
Economica, Paris.
- LUCAS R.E. (1984)
Studies in Business-Cycle theory.
The M.I.T. Press, Cambridge, Massachusetts, USA.
- MADDISON A. (1981)
Les phases du développement capitaliste.
Economica, Paris.
- MALINVAUD E. (1983)
Essais sur la théorie du chômage.
Calmann-Levy, Paris.
- MALINVAUD E. (1986)
Les causes de la montée du chômage en France.
Revue Française d'Economie, Vol. 1, n° 1, pp. 50-84.
- MANDEL E. (1980)
Long waves of capitalist development.
Cambridge University Press, London.
- MAZIER J., BASLE M., VIDAL J.F. (1984)
Quand les crises durent...
Economica, Paris.
- MENSCH G. (1979)
Stalemate in technology : innovations overcome the depression.
Cambridge, Ballinger Publishing Company.
- MINSKY H.P. (1975)
John Maynard Keynes.
Columbia University Press, USA.

- MINSKY H.P. (1982)
Can "It" happen again ?
M.E. SHARPE, New York, USA.
- MISTRAL J. (1981)
La diffusion internationale de l'accumulation intensive et sa crise.
Dans "La recherche en économie internationale", J.L. REIFFERS Ed..
- MISTRAL J. (1986)
Régime international et trajectoires nationales.
Dans R. BOYER Ed. (1986) : "Capitalismes fin de siècle, pp. 167-202.
- PASTRE O. (1985)
Organisation du travail et croissance économique : un vieux débat anglo-saxon.
Revue Economique, Mars, pp. 383-409.
- PEREZ C. (1981)
Structural change and assimilation of new technologies in the economic and social systems.
Futures, Vol. 15, n° 5, October.
- PERROT J.C., WALLERSTEIN I. (Organisateurs) (1983)
Recherches sur les mouvements de longue durée.
Table ronde internationale, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 17-18 Mars.
- PHELPS E. Ed.(1970)
Microeconomic Foundations of employment and inflation theory.
Norton, New York, USA.
- PIORE M.J., SABEL Ch. F. (1984)
The second industrial divide : possibilities of prosperity.
Basic Books, New York, USA?
- REVIEW (1979)
Special issue on cycles and trends.
Vol. II, n° 4, Spring.
- SARGENT T.J. (1979)
Macroeconomic theory.
Academic Press, New York, USA.
- SCHUMPETER J. (1935)
Théorie de l'évolution économique.
Daloz, Paris.
- SCHUMPETER J. (1939)
Business Cycles.
Porcupine Press, Philadelphia.
- SOLOW R.M. (1956)
A contribution to the theory of economic growth.
Quarterly Journal of Economics, Vol. 70, pp. 65-94.

- VAN DUIJN J. (1983)
The long wave in economic life.
George ALLEN, Londres.
- VERDOORN P.J. (1949)
Fattori che regolano lo sviluppo della producttiva del lavoro.
l'Industria, pp. 3-10.
- WEITZMAN M.L. (1986a)
The simple macroeconomics of sharing.
American Economic Review, Vol. 75, n° 5, December, pp. 937-953.
- WEITZMAN M.L. (1986b)
Economie de partage.
L'Expansion, Hachette, Paris.
- WICKSELL K. (1936)
Interest and Prices. A study of the causes regulating the value of
money.
Réédition A.M. KELLEY, New York, 1965.